

Univerzita Palackého v Olomouci

Filozofická fakulta

Diplomová práce

Olomouc 2010

Jana Bůžková

UNIVERSITE PALACKY A OLOMOUC

Faculté des lettres

**LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
D'APRÈS LA CONCEPTION ÉNERGÉTIQUE NATIONALE PROPOSÉE
EN FÉVRIER 2010**

Le Mémoire

Filière: Français de spécialité d'économie appliquée

Directeur de recherche: Michel Viland

Auteur: Jana Bůžková

Olomouc 2010

Univerzita Palackého v Olomouci

Filozofická fakulta

Prohlášení

Místopřísežně prohlašuji, že jsem diplomovou práci na téma: „LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE LA CONCEPTION ÉNERGÉTIQUE NATIONALE PROPOSÉE EN FÉVRIER 2010“ vypracovala samostatně pod odborným dohledem vedoucího diplomové práce a uvedla jsem všechny použité podklady a literaturu.

V Olomouci dne 10.05.2010

Podpis

ANOTACE

LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE D'APRÈS LA CONCEPTION ÉNERGÉTIQUE NATIONALE PROPOSÉE EN FÉVRIER 2010

Tématem diplomové práce je česká energetická politika zejména podle aktuálního návrhu státní energetické koncepce, nastínění jejích možných úskalí a návrhy alternativních řešení.

Úvod nastiňuje současnou energetickou situaci v České republice podle jednotlivých energetických surovin a závislost jednotlivých sektorů hospodářství na různých energetických komoditách a dodavatelích.

Druhá část práce podrobněji představuje institucionální rámec energetické politiky v rámci Evropské unie a v České republice. Největší prostor je věnován představení aktualizovaného znění státní energetické koncepce z února 2010 a především jednotlivých priorit energetické politiky v této oblasti.

Ve třetí části jsou podrobněji představeny způsoby a nástroje její realizace. Mezi nimi je kladen důraz zejména na ty, které jsou z různých důvodů kontroverzní. Dále jsou jednotlivé priority a jejich hierarchie problematizována a v závěru jsou nastíněna možná alternativní řešení.

Klíčová slova: Politique énergétique, République tchèque, développement durable atd.

Vedoucí práce: Michel Viland

Jana Bůžková

REMERCIEMENTS

J'aimerais remercier mon tuteur de mémoire Michel Viland pour ses conseils avisés et sa disponibilité.

Sommaire

Introduction.....	1
I. La situation énergétique internationale et son influence sur celle de la RT	3
1. Les changements récents	3
1.1. Les nouveaux acteurs	3
1.2. Les nouveaux thèmes	3
1.3. Les éléments clés pour la RT	3
1.3.1. Les fournisseurs	3
1.3.2. Les pays transitaires	4
1.3.3. Les caractéristiques de la politique énergétique de l'UE	4
1.3.4. Les spécificités de la politique énergétique	4
2. Les données fondamentales sur la situation de divers commodités énergétiques en RT	5
2.1. Le pétrole	7
2.1.1. Les besoins actuels de la RT	7
2.1.2. Les importations	7
2.1.3. L'emploi de pétrole et de ses produits en RT par secteur économique	8
2.1.4. La position de l'État tchèque et des entreprises privées	8
2.1.4.1. L'État tchèque	8
2.1.4.2. Les entreprises privées	8
2.1.4.3. Conflit des secteurs publiques et privés	9
2.1.5. Les gisements sur le territoire de la RT	10
2.1.6. Les pays producteurs de pétrole importé en RT	10
2.1.7. Les pays transitaires	11
2.1.8. La conclusion	12
2.2. Le gaz naturel	13
2.2.1. Les besoins actuels de la RT	13
2.2.2. Les importations	13
2.2.3. L'emploi de gaz naturel et de ses produits en RT par secteur économique	14
2.2.4. Le marché tchèque avec le gaz naturel	14
2.2.5. Les pays producteurs de gaz naturel pour la RT	16
2.2.6. Les pays transitaires de gaz naturel pour la RT	17

2.2.7. Les grands gazoducs en Europe	17
2.1.7.1. Actuellement	17
2.1.7.2. Les projets	18
2.3. Le charbon	22
2.3.1. Le charbon noir	2
2.3.2. Le charbon brun et le lignite	22
2.3.3. La consommation de charbon en RT par secteur d'activité	23
2.3.4. Les limites écologiques régionales	23
2.4. L'énergie nucléaire	25
2.4.1. Les centrales nucléaires	25
2.4.2. L'uranium	25
2.4.3. Les ressources du combustible nucléaire pour la RT	26
2.5. Les sources renouvelables	27
2.5.1. L'évolution de la pollution de l'environnement en RT	27
2.5.1.1. La situation de la politique environnementale sous le régime communiste	27
2.5.1.2. Les changements récents	27
2.5.1.2.1. Le cas de l'industrie lourde	27
2.5.1.2.2. Le cas des transports	27
2.5.1.2.3. La pertinence du régime de Kyoto dans le milieu Tchèque	28
2.5.1.3. La situation actuelle de sources énergétiques renouvelables	29
2.5.2. Les divers types de ressources énergétiques renouvelables	31
2.5.2.1. Énergie solaire	31
2.5.2.2. Énergie de la biomasse	31
2.5.2.3. Énergie hydrauliques	32
2.5.2.4. Énergie éolienne	32
2.5.2.5. Énergie géothermique	32
2.6. L'électricité	33
2.6.1. La production et la consommation de l'électricité en RT	33
2.6.2. Le fournisseur national majeur de l'électricité	34
2.6.2. Le réseau de distribution de l'électricité	35
2.7. Le transport	35
2.7.1. Le transport routier	35
2.7.2. Le transport ferroviaire	36
II. La politique Énergétique tchèque	38

1. L'évolution de la politique et du secteur énergétique tchèque	38
1.1. La période 1948-1989	38
1.2. Après 1989	39
1.3. Les fondements de la politique énergétique tchèque contemporaine (depuis 2004)	40
2. La politique énergétique de la RT d'après la conception énergétique actuelle (de février 2010)	41
2.1. Les objectifs stratégiques dans l'exploitation de l'énergie dans les 30 ans à venir	41
2.2. Les priorités stratégiques du secteur énergétique tchèque et les propositions relatives	42
2.3. Les principes de développement de grands secteurs énergétiques et de domaines liées avec les secteurs énergétiques	44
2.3.1. Électroénergétique	44
2.3.2. Industrie gazière, transport et le raffinage de pétrole	46
2.3.3. Technique du chauffage	47
2.3.4. Extraction et traitement de ressources énergétiques primaires	48
2.3.5. Efficacité énergétique	48
2.3.6. Développement, recherche, innovations et éducation	49
2.3.7. Machinerie énergétique et l'industrie	49
2.3.8. Transport	50
2.3.9. Politique énergétique extérieure et les relations dans le secteur énergétique	50
2.3.10. Autarcie énergétique, résistance et sécurité	51
3. La politique énergétique de l'UE	51
3.1. Les développements récents	51
3.2. Les piliers de la nouvelle-née politique énergétique de l'UE	52
3.3. Traité de Lisbonne	53
III. Discussion de la conception énergétique proposée	55
1. Divers propositions relatives aux instruments pour la réalisation de la CE	55
1.1. Électroénergétique	55
1.1.1. Le développement de réseau de distribution	55
1.1.2. Garantie de disponibilité de ressources primaires du pays	56

1.1.3. Le renforcement du rôle de l'État	56
1.1.4. Les ressources renouvelables	57
1.1.5. L'infrastructure électroénergétique	58
1.2. Industrie gazière, transport et le raffinage de pétrole	58
1.3. Technique du chauffage	58
1.4. Extraction et traitement de ressources énergétiques primaires	59
1.5. Efficacité énergétique	59
1.6. Développement, recherche, innovations et éducation	60
1.7. Machinerie énergétique et l'industrie	60
1.8. Transport	60
1.9. Politique énergétique extérieure et les relations dans le secteur énergétique ...	60
1.10. Autarcie énergétique, résistance et sécurité	61
1.11. Autres instruments pour la réalisation de la CE	61
2. Les controverses majeurs	61
2.1. Les centrales thermiques	62
2.2. Les centrales nucléaires	63
3. Reprise et rehiérchisation de la CE	65
3.1. Le maintien de la stabilité, de la sécurité et de performance du secteur énergétique tchèque.	65
3.1.1. Le développement durable – la subordination de l'économie	66
3.1.2. Le potentiel des économies	67
3.1.2.1. Les ménages	67
3.1.2.2. Le transport	68
3.1.2.3. Le secteur industriel	69
3.1.3. Le potentiel de la recherche	70
3.1.4. L'interconnexion de réseaux	70
3.3.5. Le soutien de sources renouvelables	70
La conclusion	71

Résumé en français

Résumé en tchèque

Liste des ressources

Liste des abréviations

„La paix et la survie de la Terre, comme nous la connaissons de nos jours, sont menacées par les activités des hommes qui manquent d'engagement dans les valeurs humaines.

La dégradation de la nature et des ressources naturelles est le résultat de l'ignorance, de l'avidité et du manque de respect pour les espèces qui vivent sur la Terre.

Nos ancêtres considéraient la Terre comme riche et abondante, ce qu'elle est. Beaucoup d'hommes dans le passé voyaient la nature comme inépuisable, ce qui, comme nous le savons maintenant, n'est le cas que si nous nous occupons d'elle.

Il n'est pas difficile de pardonner la dégradation passée qui était le résultat de l'ignorance. Aujourd'hui, pourtant, nous avons accès à beaucoup plus d'informations et il est essentiel que nous reexaminions du point de vue éthique, ce dont nous avons hérité, ce dont nous sommes responsables et ce que nous remettrons aux générations futures¹

Dalāi lama

1 „Peace and the survival of earth as we know it are threatened by human activities which lack a commitment to humanitarian values.

Destruction of nature and natural resources results from ignorance, greed and lack of respect for the earth's living things

Our ancestors viewed the earth as rich and bountiful, which it is. Many people in the past also saw nature as inexhaustibly sustainable, which we now know is the case only if we care for it.

It is not difficult to forgive destruction in the past which resulted from ignorance. Today however we have access to more information, and it is essential that we re-examine ethically what we have inherited, what we are responsible for, and what we will pass on to coming generations.“

Dalai Lama

INTRODUCTION:

Le secteur énergétique est un thème vital pour toute société. La garantie d'énergie accessible, obtenu à un prix abordable est une des conditions fondamentales de la démocratie et de la sécurité d'État. Il s'agit en même temps d'un thème énormément vaste. Dans la société contemporaine, avec son impératif de production et son accent sur la rapidité des échanges, son importance s'accroît encore plus. Les ressources énergétiques jouent un rôle décisif parmi les facteurs de production. Elles déterminent les flux des échanges des produits finis et dans une mesure non négligeable aussi le niveau de vie de divers sociétés avec tous les résultats qui en ressortent.

Ce travail tachera d'examiner la politique énergétique contemporaine de la RT. Se fondant sur la présentation de la situation actuelle du secteur énergétique tchèque, il va essayer de discuter les divers traits de cette politique, observer ses priorités et voir leur force probante.

Dans la première partie, nous allons nous efforcer de décrire les besoins et les modes d'approvisionnement de la RT en divers commodités énergétiques dans le contexte international.

Puis, nous allons étudier les traits majeurs de la politique énergétique officielle actuelle. Celle-là est présentée par la nouvelle conception énergétique de la RT élaborée en mars 2010. D'abord, nous allons observer ses éléments clés pour comprendre ses priorités dans ce secteur. Ensuite, nous allons regarder les moyens choisis pour les atteindre. Nous allons donc voir ses attitudes envers tout cet ensemble de défis que la politique énergétique contemporaine intègre. Entre autre, nous allons observer si elle persévère sur le chemin des ressources « classiques » de l'énergie et quel est son opinion de reconversion vers les ressources renouvelables.

Enfin, nous allons essayer de mettre en question la conception énergétique actuelle. Nous allons présenter ses points controversés majeurs et nous allons également essayer de proposer des voies alternatives pour parvenir à son objectif principal qui est celui de la sécurité énergétique.

Nous allons étudier notamment les possibilités de la RT dans le domaine des ressources énergétiques renouvelables et dans les économies d'énergie dans le long terme.

D'un trait, comme ce thème est énormément vaste et ce travail assez restreint, il faut aussi tâcher de délimiter ce qu'il n'enveloppe pas. Premièrement il s'agit de questions sur les motifs et les causes de la formulation actuelle de la politique énergétique tchèque. Il est incontestable que la compréhension de ces causes nous aiderait à mieux comprendre certaines de ces formulations. Par contre, il n'est pas de grand intérêt de les examiner et il vaut mieux diriger cet intérêt vers ses conséquences possibles.

Le deuxième grand thème explicitement exclu de ce travail est constitué par les questions économiques. A la limite du possible, ce travail ne calcule pas les évolutions « économiques » possibles des divers commodités énergétiques. D'abord puisqu'il les croit imprédictibles et ensuite puisqu'il suppose que la loi de l'offre et de la demande va imprévisiblement organiser le marché jusqu'au moment où les besoins énergétiques devront être réévalués et une approche complètement inédite devra être adoptée.

I. LA SITUATION ÉNERGÉTIQUE INTERNATIONALE ET SON INFLUENCE SUR

CELLE DE LA RT

1. Les changements récents

1.1. Les nouveaux acteurs

Ces dernières années, la situation énergétique internationale a changé de manière significative. La consommation de matières premières et de produits énergétiques des pays en développement, notamment des pays asiatiques et du Brésil, augmente de manière significative. La concurrence des consommateurs de l'énergie devient donc de plus en plus forte. En conséquence, le secteur énergétique devient un instrument d'importance cruciale des pays producteurs.

Un autre élément, ressortant de ce même phénomène est le fait que de nombreux pays, anciens producteurs et exportateurs de matières énergétiques, suite à leur essor économique, cessent de les exporter ou même deviennent des importateurs (p.ex. la Chine). De plus, certains pays du monde (p.ex. la Chine ou le Japon) entreprennent avec succès des opérations stratégiques avec le but de se sécuriser une quantité suffisante de matières énergétiques pour l'avenir.

1.2. Les nouveaux thèmes

En 2006, l'Agence Internationale pour l'Énergie (AIE) a fait appel aux gouvernements des pays développés, pour les inciter à renforcer la sécurité énergétique, ainsi que pour lutter contre le changement climatique. Pour atteindre ces objectifs, elle leur a recommandé notamment le soutien à la construction de nouvelles centrales nucléaires. Dans ce domaine, la République tchèque dispose de moyens importants et peut en bénéficier en conséquence.

1.3. Les éléments clés pour la RT

1.3.1. Les fournisseurs

Aujourd'hui, le fournisseur le plus important de la RT en matières énergétiques est la Russie (environ 75%). Pourtant, la Russie rencontre de plus en plus de difficultés en ce qui concerne l'exploitation du gaz et du pétrole dans les nouveaux champs. De plus, en automne de l'année 2005, la Russie a publiquement proclamé son intention d'utiliser la politique énergétique comme un instrument de restauration de sa position de puissance mondiale. La RT devrait être

consciente de ces faits et faire un effort de diversification de ses ressources.

1.3.2. Les pays transitaires

Une autre catégorie importante est représentée les pays transitaires des ressources énergétiques, surtout l'Ukraine et la Slovaquie. Le maintien et un éventuel élargissement de leur capacité de transport de ces commodités est vital pour la RT, et elle devrait donc s'attacher au bon fonctionnement de ces pays. Outre cet effort, la RT devrait soutenir aussi le renforcement des voies de transport alternatives.

1.3.3. Les caractéristiques de la politique énergétique de l'UE

Par ailleurs, la RT est confrontée à la problématique de la sécurité énergétique au sein de l'UE, concernant d'une part le fonctionnement dans le cadre de l'UE et, d'autre part, la politique énergétique de ce groupement envers le monde et notamment envers la Russie. La démarche longtemps peu coordonnée des pays membres de l'UE est devenu insoutenable du point de vue des relations extérieures et des intérêts de l'UE, mais aussi dans l'optique de la libéralisation du marché énergétique intérieur. L'UE risquait de ne pas être en mesure de garantir à ses membres la sécurité énergétique. Récemment, comme nous verrons dans la partie suivante, la politique énergétique commune a commencé à se former. Pourtant, pour le moment, étant donné entre autres la diversité des ressources énergétiques des différents pays, la définition de la politique énergétique et des choix énergétiques reste dans la compétence des États.

1.3.4. Les spécificités de la politique énergétique

Le principe de base de la politique énergétique devrait être la souveraineté énergétique. Et pour son maintien, le principe de base devrait être l'indépendance par rapport aux fournisseurs. Pour la RT, cela signifie en premier lieu une politique visant à ne pas dépasser les parts actuelles des ressources énergétiques importées de la Fédération russe (FR) et d'essayer de les diminuer le plus tôt possible pour diversifier ses fournisseurs.

Il faut aussi souligner que le secteur énergétique est caractérisé par une grande inertie et continuité. L'ouverture de nouveaux gisements, ainsi que la construction d'une centrale électrique sont des questions de plusieurs années. Sur le plan financier, il s'agit aussi de projets

énormément coûteux. Il faut donc que la RT prenne conscience de la nécessité de la prise des décisions clés suffisamment tôt.

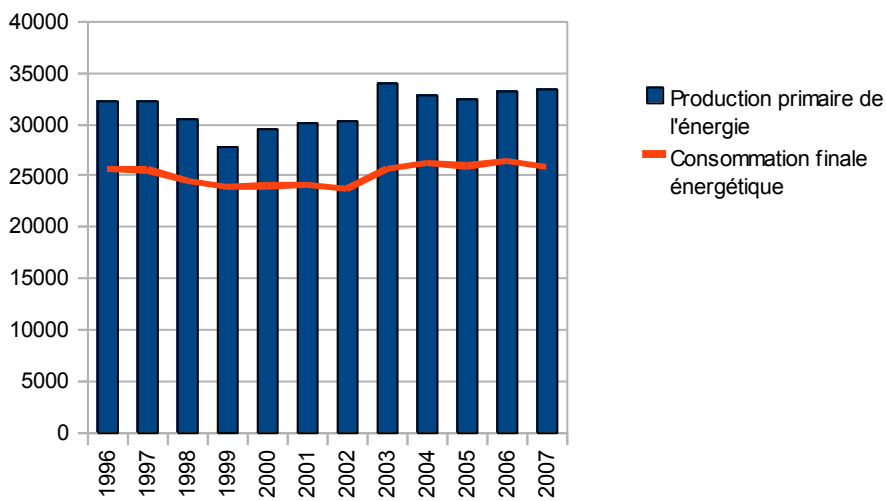
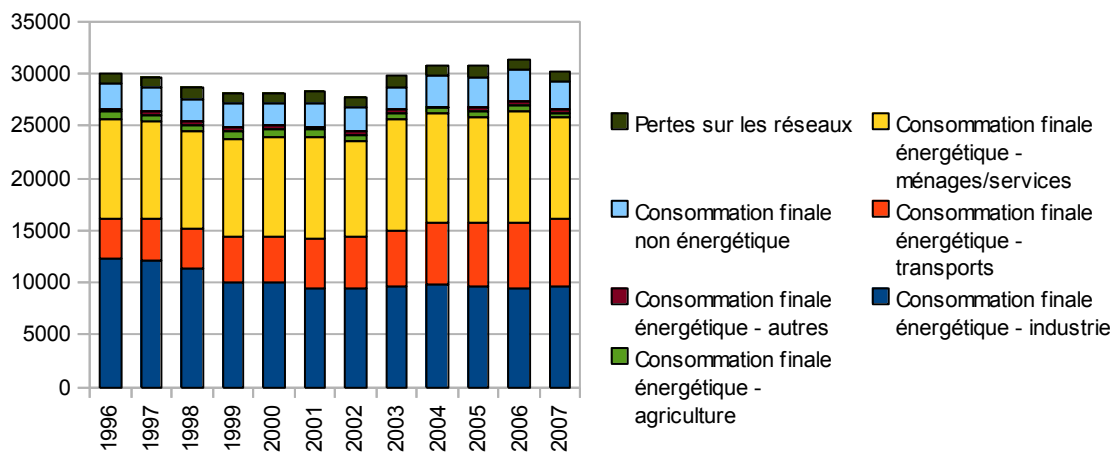
2. Les données fondamentaux sur la situation de divers commodités énergétiques en RT

Tout d'abord, pour donner l'échelle à la suite de ce travail, nous allons présenter les figures de base de secteur énergétique en RT.

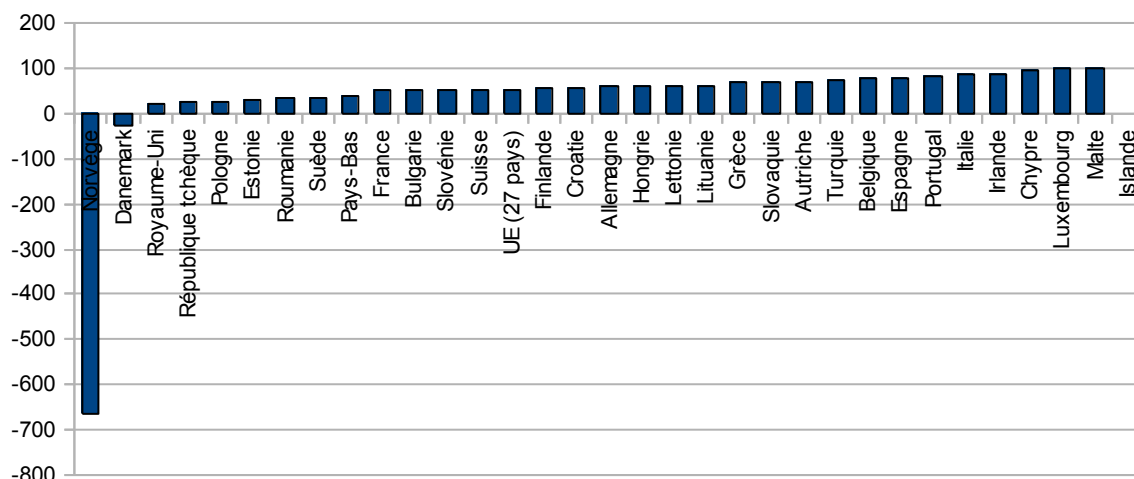
Le premier présente la demande énergétique de la RT et l'évolution de la production et de la consommation totale de l'énergie en RT par secteur d'activité. Il est illustré par deux graphiques suivantes.

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION DE L'ÉNERGIE EN RT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (Milliers de tonnes d'équivalent pétrole (TEP))

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Production primaire de l'énergie	32252	30542	27723	29566	30198	30396	34073	32781	32434	33216	33348
Consommation finale énergétique	25453	24471	23803	23919	23999	23607	25624	26117	25883	26318	25763
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Consommation finale énergétique - industrie	12190	11287	10049	10077	9494	9493	9539	9883	9624	9460	9548
Consommation finale énergétique - transports	3843	3926	4287	4377	4628	4831	5473	5791	6168	6314	6631
Consommation finale énergétique - ménages/services	9421	9259	9467	9464	9878	9283	10613	10443	10091	10544	9584
Consommation finale énergétique - agriculture	581	545	651	660	621	576	583	563	549	557	518
Consommation finale énergétique - autres	433	406	491	518	249	320	290	149	248	403	211
Consommation finale non énergétique	2230	2170	2212	2099	2349	2233	2255	2917	2912	3050	2692
Pertes sur les réseaux	973	982	853	937	1049	1040	1131	1058	1087	1087	1018



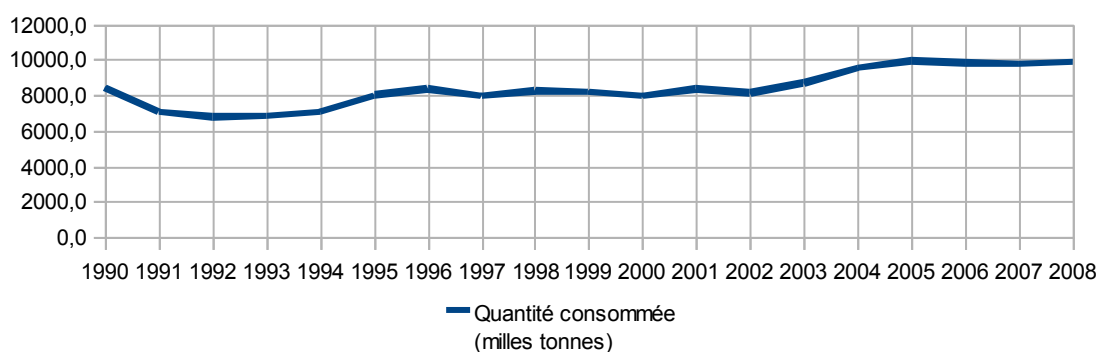
Le deuxième est une graphique exprimant le pourcentage de la dépendance énergétique de l'économie des pays européens.



2.1. Le pétrole

2.1.1. Les besoins actuels de la RT

Les besoins en pétrole de la RT dans les années 1991-2004 étaient compris entre 6 100 et 7 500 milles tonnes. À partir de 2005, sa consommation oscille autour 7 800 milles tonnes. On



peut considérer que la quantité de pétrole importée est égale à celle qui est consommée.

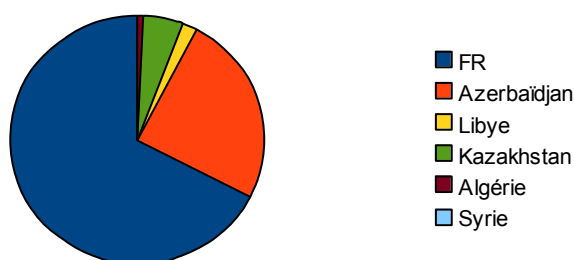
2.1.2. Les importations

Les statistiques de 2008 montrent que la situation avec le pétrole est la suivante:

IMPORTATIONS DU PÉTROLE EN RT PAR PAYS D'ORIGINE (2008)		
Pays d'origine	Quantité importée (milliers de tonnes)	Pourcentage
<i>FR</i>	5 225	67,27%
<i>Azerbaïdjan</i>	1 935	24,91%
<i>Libye</i>	161	2,07%
<i>Kazakhstan</i>	391	5,03%
<i>Algérie</i>	50	0,64%
<i>Syrie</i>	5	0,06%
TOTAL	7 767	100,00%

Élaboré a partir de:

[http://www.czso.cz/csu/2009edicniplan.nsf/t/6A003B45F8/\\$File/81121203a.xls](http://www.czso.cz/csu/2009edicniplan.nsf/t/6A003B45F8/$File/81121203a.xls)



Le volume approximatif des livraisons russes est déterminé par un accord bilatéral de 1994 pour une quantité de 7 000 à 10 000 milles tonnes/an. Les montants réels de ces livraisons dépendent encore de la quantité réelle des commandes de la part des consommateurs tchèques.

2.1.3. L'emploi de pétrole et de ses produits en RT par secteur économique

La balance de la consommation des combustibles liquides en RT par secteur d'activité

Période: 2005, 2006, 2007
Unité: 1000 tonnes

	Année	Pétrol „cru“	Essence	Gasol	Mazout	Kérosène	Autres combusti- bles	Total des comb. liquides
Consommation finale totale	2005	0	2 057	3 710	0	340	1 120	7 227
	2006	0	2 009	3 859	112	344	911	7 235
	2007	0	2 099	4 059	77	373	1 035	7 643
Consommation - agriculture et sylviculture	2005	0	8	321	0	0	12	341
	2006	0	8	310	6	0	8	332
	2007	0	8	308	5	0	15	336
Consommation - industrie	2005	0	11	77	0	2	1 094	1 184
	2006	0	11	33	93	2	893	1 032
	2007	0	11	34	60	5	1 015	1 125
Consommation - bâtiment	2005	0	28	50	0	0	3	81
	2006	0	26	47	2	0	2	77
	2007	0	24	50	2	0	1	77
Consommation - transport	2005	0	2 005	3 249	0	336	2	5 592
	2006	0	1 958	3 455	2	339	0	5 754
	2007	0	2 050	3 652	0	368	0	6 070
Consommation - autres secteurs	2005	0	0	6	0	2	9	17
	2006	0	0	7	9	3	8	27
	2007	0	0	8	10	0	4	22
Consommation - menages	2005	0	5	7	0	0	0	12
	2006	0	6	7	0	0	0	13
	2007	0	6	7	0	0	0	13

Source: ČSU

2.1.4. La position de l'État tchèque et des entreprises privées

2.1.4.1. L'État tchèque

L'État tchèque, depuis qu'il a privatisé les entreprises de raffinage du pétrole en 1996 et puisque le marché des produits de pétrole est libéralisé, ne possède pratiquement plus de moyen d'influence sur les livraisons du pétrole.

2.1.4.2. Les entreprises privées

91,5 - 94% du pétrole importé est raffiné par l'entreprise Česká rafinérská. Cette entreprise possède deux raffineries - à Kralupy (sa capacité de raffinage est 3 300 milliers de t/an) et à Litvinov (sa capacité de raffinage est 5 000 milliers de t/an). Son propriétaire est l'entreprise Unipetrole qui, à son tour, est possédée par un groupe polonais PKN Orlen (51,23 %), le reste étant divisé entre Agip/ENI (32,44%) et Shell (16,33 %). D'après les documents en vigueur, en ce qui concerne la prise des décisions stratégiques, toutes ces entreprises sont tenues d'agir en consensus.

Il existe en RT encore une raffinerie de l'entreprise PARAMO à Pardubice qui traite 600 milliers de tonnes de pétrole par an (6 – 8.5% des importations). Depuis mars 2009, cette entreprise est complètement possédée par PKN Orlen.

Pourtant, pour des raisons stratégiques, l'État est toujours propriétaire de deux entreprises de grande importance. La première est MERO ČR, propriétaire d'oléoduc IKL, de la partie tchèque de l'oléoduc Družba et d'un centre de stockage de pétrole à Uhy u Kralup. La seconde est ČEPRO, propriétaire du système des oléoducs et des gazoducs sur le territoire tchèque. Ces deux entreprises, entre autre, gèrent les réserves de secours du pétrole et des produits pétrochimiques. (Cette mesure, l'obligation de disposer des réserves de ressources stratégiques nécessaires pour 90 jours ressort des régulations de l'UE, ainsi que de celles de l'IEA.)

2.1.4.3. Conflit des secteurs publics et privés

A la fin de 2009 un conflit est apparu entre les deux acteurs. Les entreprises MERO et Česká rafinérská a.s. sont en désaccord sur les sujets commerciaux. L'entreprise MERO qui a financé la construction de l'oléoduc IKL (ce qui était une condition des premiers actionnaires de Česká rafinérská a.s. lors de sa privatisation en 1996) projète ces frais dans les paiements de transport. A la différence de MERO, Česká rafinérská a.s. considère ces paiements comme injustes et exagérés et en décembre 2009, elle a résilié le contrat en vigueur. Dans les trois ans à venir, les deux côtés vont négocier les nouvelles conditions. Le plus récemment, MERO a déclaré son intention d'acquérir les parts de Shell en Česká Rafinérská.

Ce cas peut donc très bien servir comme une situation exemplaire de résultat du manque de définition des compétences et des champs d'influence des secteurs public et privé et illustre bien le problème fondamental de la RT qui était longtemps le manque de définition de l'intérêt d'État.

2.1.5. Les gisements sur le territoire de la RT

Le pétrole provenant des gisements sur le territoire tchèque est raffiné à Kralupy et partiellement exporté vers les pays de l'Europe Centrale. Réciproquement, une partie du marché tchèque est approvisionnée par les produits de provenance étrangère (slovaque et autrichienne notamment).

Le producteur national de pétrole est l'entreprise « Moravské naftové doly a.s.» qui couvre

environ 4 % des besoins annuels de la RT.

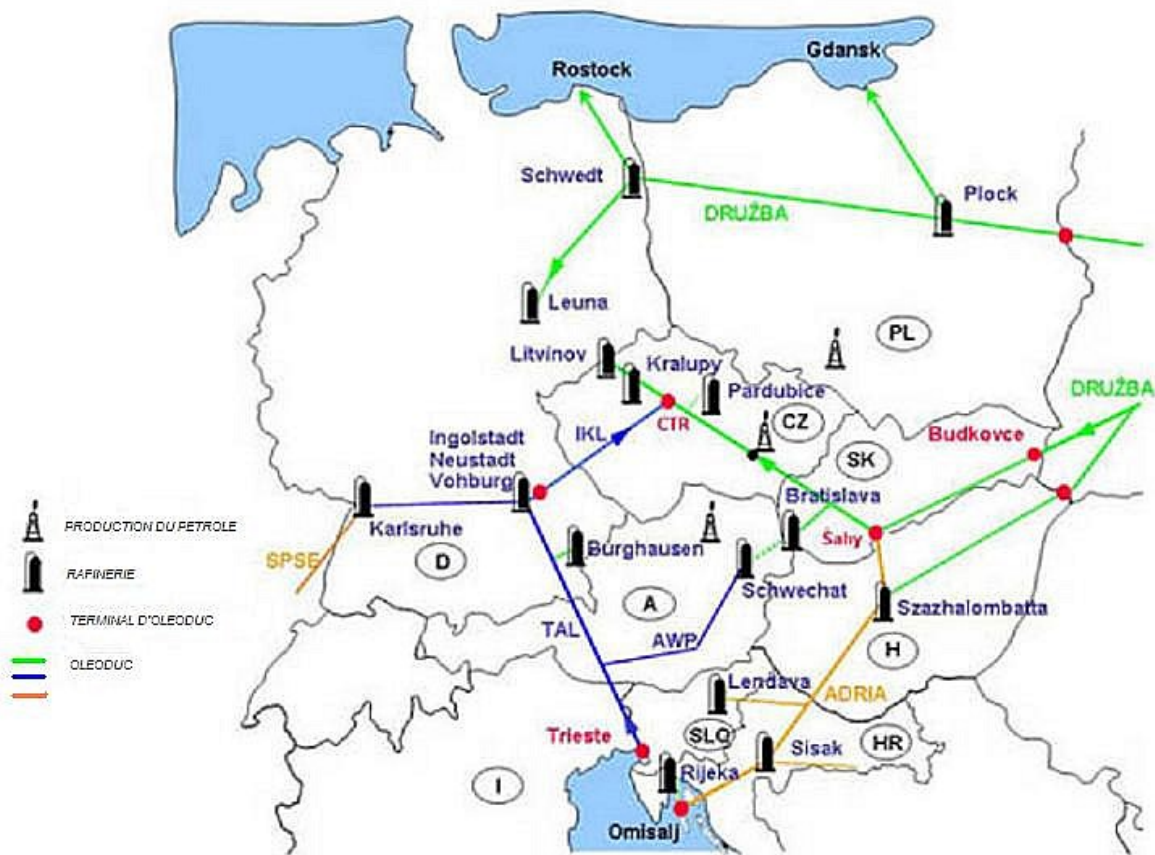
2.1.6. Les pays producteurs du pétrole importé en RT

On a vu que la FR est aujourd'hui le fournisseur à 70% du pétrole consommé en RT. En même temps, elle dispose actuellement (la FR ne veut pas coopérer pour prouver ses réserves exactes) de 6,3% des réserves mondiales prouvées et on peut donc s'attendre à une baisse relativement brusque de l'exploitation de ses réserves vers l'année 2020. Les limitations des exportations peuvent s'en suivre. Pour deux raisons, ces limitations peuvent se manifester surtout en Europe (UE, RT).

Premièrement, car la FR contemporaine manifeste des difficultés à maintenir la continuité nécessaire lors de la fermeture des anciens et de l'ouverture de nouveaux gisements. Cela est lié surtout à une certaine incurie, négligence et manque d'investissements pour la recherche géologique et pour les nouvelles technologies de la part de la FR.

Deuxièmement, si la FR prévoit d'ouvrir de nouveaux champs, c'est plutôt du côté de la Sibérie Orientale, d'où elle voudrait exporter dans les régions asiatiques (la Chine, le Japon). Cela est lié à la volonté russe de diversifier ses clients pour diminuer sa dépendance envers l'Europe et afin d'augmenter ses marges de manœuvre pour pouvoir négocier les prix.

Dans la configuration énergétique russe, suite à l'épuisement des stocks russes (vers l'année 2020), les ressources pétrolières devraient être obtenues au Kazakhstan, puisque la quasi totalité de ses ressources sera contrôlée par la FR. Une partie du pétrole Kazakh sera transporté par l'oléoduc du consortium des pays de l'Asie centrale (Tengiz – Novorossijsk), mais sera toujours limitée par des voies enchainées. L'autre partie sera orientée vers les oléoducs russes gérés par l'entreprise Transneft, notamment dans les deux branches de l'oléoduc Družba. Il faut souligner aussi le fait que l'entreprise Transneft est une organisation d'État russe qui a le monopole pour la gestion du réseau d'oléoducs nécessaires pour toute importation du pétrole sur le territoire de la FR.



Source: <http://www.petroleum.cz/doprava/>

2.1.8. La conclusion

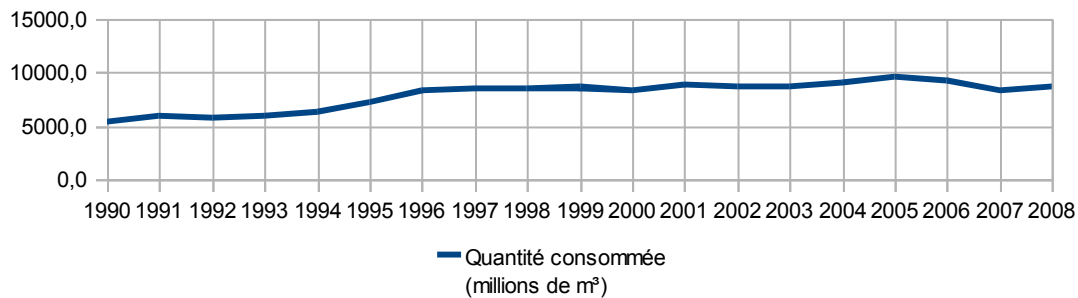
Dans l'avenir, le problème fondamental ne sera pas seulement la dépendance envers les ressources russes mais aussi la dépendance de transit par le territoire de la FR, de même que par celui de l'Ukraine. Il s'agit surtout d'éventuelles (et de plus en plus réelles) complications politiques entre la FR et l'Ukraine, mais aussi de l'état catastrophique des oléoducs ukrainiens. En ce qui concerne le transit du pétrole russe à travers le territoire slovaque, ce transit est géré par l'entreprise Transpetrol. Aujourd'hui 100% des parts appartiennent à l'État slovaque.

On peut donc constater que pour les années à venir, pour garantir la quantité suffisante de pétrole pour l'industrie et les raffineries, la RT doit faire un effort de diversification et chercher à augmenter les parts importées par l'oléoduc IKL.

2.2. Le gaz naturel

2.2.1. Les besoins actuels de la RT

A partir de l'année 1990 jusqu'à 1995, la quantité importée (consommée) de gaz naturel était de l'ordre de 6 500 mille t³. En 1995 elle a augmenté vers 8 000 mille m³/an. A partir de l'année 2005, la RT importe annuellement une quantité d'environ 9 400 mille m³ du gaz naturel.

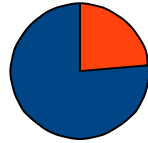


2.2.2. Les importations

La part des livraisons en provenance de la FR y représente environ 75 %. Environ 25% du gaz est importé de Norvège. La RT est donc complètement dépendante des importations. De plus, les contrats avec les entreprises norvégiennes sont conclus sur la base d'opérations de swap (échange de produits) et même dans le cadre de « contrat norvégien » (sauf quelques cas exceptionnels), finalement c'est toujours le gaz russe qui est fourni. Réellement, le gaz norvégien ne serait fourni qu'en cas de crise.

Les livraisons en provenance de la RT assurées par l'entreprise « Moravské naftové doly Hodonín » et OKD Paskov comptent environ 60 mille m³/an et leur contribution est donc tout à fait négligeable.

IMPORTATIONS DE GAZ NATUREL EN RT PAR PAYS D'ORIGINE (2008)		
Pays d'origine	Quantité importée (en milliers de m ³)	Pourcentage
FR	6600	76,66%
Norvege	2010	23,34%
TOTAL	8610	100,00%



■ FR
■ Norvege

Consommation finale des combustibles gazeux par secteur

Période: 2005, 2006, 2007

Unité: millions m³

	Année	Gaz naturel	Coke Oven Gas	Blast Furnace Gas	LPG	Other Gas Fuels	Total Gaseous Fuels
Consommation finale totale	2005	7 323	438	3 202	119	684	11 766
	2006	7 213	451	3 617	110	631	12 022
	2007	6 746	407	2 472	97	611	10 333
Consommation - agriculture et sylviculture	2005	84	0	0	3	4	91
	2006	80	0	0	3	4	87
	2007	82	0	0	1	1	84
Consommation - industrie	2005	2 722	438	3 202	52	680	7 094
	2006	2 730	451	3 617	53	627	7 478
	2007	2 457	407	2 472	49	607	5 992
Consommation - bâtiment	2005	73	0	0	2	0	75
	2006	77	0	0	1	0	78
	2007	75	0	0	1	1	77
Consommation - transport	2005	48	0	0	32	0	80
	2006	54	0	0	33	0	87
	2007	56	0	0	35	0	91
Consommation - autres secteurs	2005	1 562	0	0	16	0	1 578
	2006	1 479	0	0	6	0	1 485
	2007	1 581	0	0	1	2	1 584
Consommation - menages	2005	2 834	0	0	14	0	2 848
	2006	2 793	0	0	14	0	2 807
	2007	2 495	0	0	10	0	2 505

Source: <http://www.bp.com/sectiongenericarticle.do?categoryId=9023759&contentId=7044108>

2.2.3. L'emploi de gaz naturel et de ses produits en RT par secteur économique

Source: [http://www.czso.cz/csu/2009edicniplan.nsf/t/6A003F2073/\\$File/81121206a.xls](http://www.czso.cz/csu/2009edicniplan.nsf/t/6A003F2073/$File/81121206a.xls), ERU

2.2.4. Le marché tchèque avec le gaz naturel

Le marché est constitué par les sujets suivants:

2. l'entreprise RWE Transgaz, exploitant de réseau de transport/transit,
3. 8 exploitants de réseau de distribution régional,
4. dizaines d'exploitants de réseau de distribution local.

Outre ces sujets, suite à un unbundling (libéralisation de marché par séparation de commerce et de transport de gaz), il existe de nombreux marchands avec le gaz naturel.

Enfin, il ne faut pas oublier qu'il existe trois entreprises exploitant les réservoirs de gaz naturel.

L'importateur majeur est RWE Transgaz (domine 80 % du marché tchèque) 3/4 de sa production sont importés de la FR (de l'entreprise Gazexport), 1/4 de Norvège (du consortium des producteurs locaux: Mobil Exploration Norway, Norsk Agip, Norsk Hydro, Norske Conoco, Statoil, TotalFina Elf). Le contrat avec la FR était conclu en 1998 pour une période de 15 ans et la quantité du gaz acheté doit osciller entre 7 000 et 9 000 mille m³ par an. En 2006, RWE Transgaz a prolongé le contrat jusqu'à 2035. Le contrat norvégien, prévu pour une quantité de 3 000 mille m³ par an, était conclu en 1997 pour une période de 20 ans.

Suite à la libéralisation du marché tchèque du gaz naturel (argumentant de la législation de l'UE), le marché s'ouvre et à partir du janvier 2006, les grands consommateurs finals ont le droit de choisir leur fournisseur. Cela a amené deux nouveaux joueurs en RT. Une entreprise, grande consommatrice du gaz naturel, a choisi les livraisons de l'entreprise allemande WINGAS. L'autre entreprise qui est apparue sur le marché était VEMEX (l'entreprise enregistré en RT, mais par l'intermédiaire des entreprises allemandes, autrichiennes et suisses dominée totalement par Gazprom). Dans le segment de ménages, le droit de choisir son fournisseur de cette commodité est théoriquement applicable à partir de janvier 2007, mais à cause du caractère spécial de cette branche du marché et des difficultés au niveau de l'infrastructure la situation reste presque inchangé.

Concernant l'entreprise RWE Transgaz, elle a été formée en 2002 suite à l'achat par RWE Gas AG allemand de Trangas a.s. (juste avant transformé de l'entreprise de l'État en société anonyme). Le contrat en vigueur empêche RWE Transgaz, jusqu'à 01.01.2010, de disposer librement avec son patrimoine, de le vendre à un tiers, de transférer les parts sociales ou d'annuler l'entreprise. En le reformulant un peu, on peut dire qu'à partir de cette date, le gouvernement tchèque ne disposera plus d'aucun pouvoir d'influer sur la vente éventuel de

RWE Transgaz, par exemple à Gazprom.

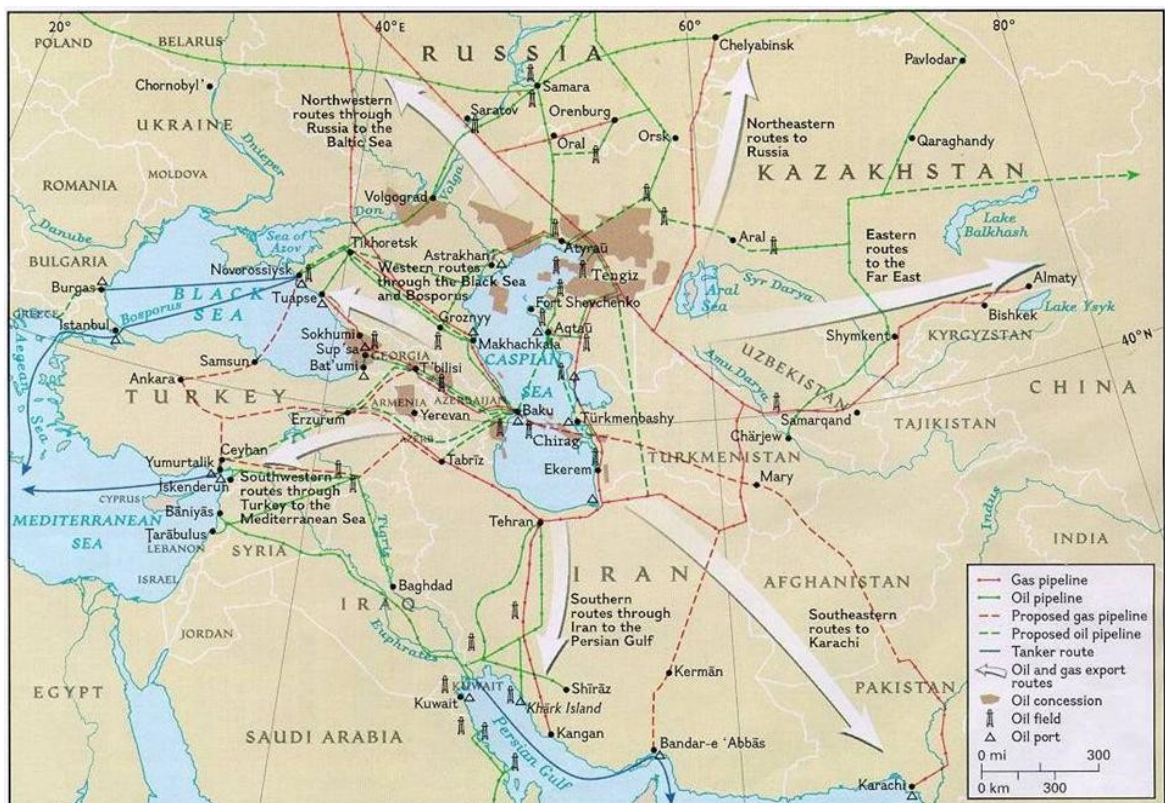
En fin avril 2008, la société russe Gazprom, par intermédiaire de sa filiale tchèque VEMEX, a conclu le contrat d'achat de l'entreprise « Moravské naftové doly Hodonín ». « Moravské naftové doly Hodonín » conserve pour l'avenir seulement la quantité de gaz nécessaire pour ses activités de gisement du pétrole effectués par son entreprise-mère « Moravské naftové doly a.s. ».

La RT est aussi le pays de transit important, transférant environ 80 millions m³/jour des pays d'Europe de l'est et la FR vers les pays d'Europe de l'ouest.

2.2.5. Les pays producteurs de gaz naturel pour la RT

La FR fournit 3/4 du total de la consommation tchèque du gaz naturel. Elle dispose de 27 % de réserves mondiales prouvées. Comme la FR utilise la politique énergétique comme un grand instrument pour la restauration de sa position de puissance, elle a adopté une attitude assez agressive envers les pays de la région de l'Asie centrale (Turkménistan, Ouzbékistan, Kazakhstan), abondante en cette commodité. Aujourd'hui, la FR est en mesure de contrôler le transit de ce région et donc à peu près 40 % de réserves mondiales de gaz naturel.

La carte d'oléoducs et de gazoducs en Asie centrale



Encore une fois, l'infrastructure russe d'exploitation et de transport de gaz naturel est de plus en plus vétuste. De plus sa consommation interne est élevée (le gaz naturel assure 60% de la production énergétique) et est toujours en augmentation. Dans le long terme, il peut donc bien arriver une situation, dans laquelle la FR ne sera plus en mesure de satisfaire la demande.

Dans ce cas, d'après la stratégie énergétique russe, c'est le Turkménistan qui deviendrait le fournisseur de cette commodité pour la FR. La partie majoritaire de l'export turkmène sera dédié pour le marché interne de la FR, le reste pourrait couvrir les manquements de l'exportation russe et la hausse prévue de la demande en Europe. Ce gaz naturel « complémentaire » sera importé en Europe par des voies traditionnelles (le gazoduc Sojuz à travers l'Ukraine et la Slovaquie et le gazoduc Jamal à travers la Biélorussie et la Pologne), de même que par des voies nouvelles (gazoduc Nabucco à travers la Turquie de capacité de 31 milliards m³, et le gazoduc controversé Nord-Européen de capacité de 55 milliards m³). Avec les livraisons du gaz naturel russe de nouveaux gisements (Stokman dans la mer Barents où Bonavienko sur la péninsule de Jamal) l'Europe ne peut compter avant l'année 2012. En plus, ce gaz naturel est très intéressant aussi pour les États-Unis (qui ont financé la construction de gazoduc dans l'Asie centrale). Il faut rappeler aussi que l'entreprise Gazprom (liée avec l'élite de la FR) a le monopole sur le transport et sur les exportations du gaz naturel de la FR.

2.2.6. Les pays transitaires de gaz naturel pour la RT

Il faut mentionner encore la question de la dépendance de transit de cette commodité. La situation est très proche de celle, mentionnée ci-dessus, dans la partie décrivant la situation du pétrole. Concernant le transport sur le territoire slovaque, c'est le « Slovenský plynárenský priemysel (SPP) » et RWE Transgaz qui en sont chargés. 51% de l'entreprise SPP est possédée par l'Etat slovaque, 49% est contrôlée par le consortium formé par E.ON Ruhrgas et Gaz de France. L'entreprise allemande RWE Transgas a récemment négociée avec Gazprom les contrats de long-terme pour les livraisons et le transport du gaz naturel par le territoire slovaque.

2.2.7. Les grands gazoducs en Europe

2.2.7.1. Actuellement:

En RT: Le gaz naturel de gazoduc Transgaz entre le territoire tchèque a Lanžhot, le gaz norvégien a Hora sv. Kateřiny.



Source: <http://www.petroleum.cz>

En UE: Les gazoducs européens majeurs sont actuellement Transgaz, Yamal (la Biélorussie), Blue Stream (la FR, la Turquie)

2.2.7.2. Les projets

Les projets suivants représentent des voies « alternatives » par rapport aux voies contemporaines. Leur but commun en optique européenne est la volonté de diversification des livraisons. Mais celle-là, vu le comportement russe envers les pays producteurs du gaz naturel, son organisation et sa rapidité d'action, tellement contrastant avec la manque de cohésion et de coopération du coté européen, n'est qu'une illusion.

Yamal

Ce gazoduc, de plus de 4000 km de longueur, transporte le gaz du péninsule de Yamal

jusqu'à Frankfurt on Oder sur la frontière allemande et polonaise. Sa capacité de 30 milliards m³ de gaz/an devrait être augmentée en 2010 jusqu'à 67 milliards m³/an.



Source: wikipedia

Nord Stream

Ce projet très controversé de 1200 kilomètres, parcourant les pays et la mer baltes, devrait transporter 55 milliards m³/an du gaz du Vyborg en FR à Greifswald en Allemagne. Il est financé par l'entreprise russe Gazprom (51% des parts), par l'entreprise allemande BASF, E-ON et soutenu par l'entreprise hollandaise Gasunie. Il devrait être accompli en 2011.

D'après Gazprom, le but de ce projet est la minimisation de la dépendance des pays transitaires.

Parmi ses plus grands ennemis, on peut citer la Pologne, notamment sous le cabinet de Jaroslaw Kaczyński qui a en effet refusé toute communication avec la Russie. Par contre, le cabinet polonais contemporain se rend compte de l'urgence de la situation énergétique de pays. En 2010 expire un contrat clé avec la FR pour les livraisons du gaz naturel et le gazoduc danois ne sera terminé qu'en 2012. Pour l'entre-temps, la Pologne compte utiliser le gaz liquéfié, pour lequel, elle est en train de construire un port spécial.



Source: wikipedia

Nabucco

Le projet européen créé avec le but de diminuer la dépendance des livraisons de la FR. Ce gazoduc devrait amener le gaz les localités de la mer Caspienne, abondantes en gaz naturel (Géorgie), éventuellement ajouter certaine quantité de gaz en Iran et en Irak et continuer à travers la Turquie (l'entreprise BOTAS), la Bulgarie (Bulgargaz), la Roumanie (Transgaz), la Hongrie (MOL) jusqu'à l'Autriche (OMV Gaz International – l'entreprise initiatrice du projet). En février 2008, RWE Transgaz tchèque s'est jointe à ces entreprises et a annoncé son intention de relier ce gazoduc au réseau tchèque. À partir de l'année 2020, les consommateurs européens et tchèques pourraient donc profiter du gaz non-russe et non-



norvégien. Sa capacité devrait être de 31 milliards m³/an du gaz.

Source: wikipedia

South Stream

Il s'agit de projet de Gazprom et de l'entreprise italienne ENI. En 2015, ce gazoduc parcourant la mer noire devrait être accompli et amener 63 milliards m³/an du gaz des localités de la Sibérie à travers la Serbie jusqu'à l'Europe centrale.

La Russie a récemment réussi à persuader de ses avantages les gouvernements de la Serbie et de la Bulgarie. Comme il s'agit de concurrent direct de fameux Nabucco, le scénario le plus réaliste serait le suivant: Gazprom construira son South-Stream et imposera aux pays de l'Asie centrale les conditions (en quantité de gaz) qui les empêcheront d'approvisionner Nabucco.

D'après les présents projets, les gazoducs de South-Stream et de Nord-Stream devraient



être interconnectés par les gazoducs Gazela et Opal à travers l'Europe centrale.

Source: wikipedia

Autres projets

Il existe aussi d'autres projets européens basés sur le gaz algérien (Galsi, Transmed, Medgaz) ou sur le gaz de la mer Caspienne.

2.3. Le charbon

Avec les réserves de combustibles solides prouvées pour les 75 années à venir (d'après BP), la RT est complètement autarcique.

2.3.1. Le charbon noir

Il y a des localités de charbon noir cokéfiabie de même que le charbon noir énergétique en RT. La quasi-totalité de charbon noir est extraite dans la région de plateau de la haute-Silésie (le secteur d'Ostrava-Karviná). Le volume des gisements annuels tchèques varie entre 13 et 15 mille tonnes. La consommation de cette commodité approche 9 mille tonnes. Tout le charbon cokéfiabie est consommé dans les cokeries et dans les sidérurgies; 2/3 du charbon énergétique sont utilisées pour la production d'électricité et de la chaleur et 1/3 dans l'industrie.

La production non consommée sur le territoire, donc 35 – 45%, est exportée vers d'autres pays producteurs de l'acier – l'Allemagne, l'Autriche, la Slovaquie et la Hongrie. Au delà de la production nationale, la RT importe une petite quantité de charbon noir (1-2 mille tonnes) de la Pologne.

En plus, la RT dispose d'autres réserves du charbon noir qui devraient être considérés comme une réserve stratégique et être protégées. Cela est le cas de la localité de Frenštát qui d'après les recherches effectuées, dispose de plus d'un milliard de tonnes de charbon noir (mais les organisations non-gouvernementales bloquent la continuation de cette recherche). Autres gisements se trouvent dans les localités de la Bohême centrale (près de Slany, Kladno, Mělník, Roudná).

2.3.2. Le charbon brun et le lignite

La production du charbon brun en RT est assurée en 80 % par les gisements dans le plateau du nord de la Bohême, 20 % provient de la région du plateau de Sokolov. Le lignite est extrait dans une seule localité près de Hodonín. L'extraction du charbon brun et du lignite

se tient depuis 1995 autour de 50 mille tonnes. La production intérieure couvre complètement sa consommation intérieure. La majorité (90 %) de la production est utilisée pour la production de la chaleur et de l'électricité; la partie minoritaire (9 %) est consommée par l'industrie. Une partie négligeable de la production est exporté vers les pays voisins.

2.3.3. La consommation de charbon en RT par secteur d'activité

Consommation finale de combustibles solides

Période: 2005, 2006, 2007
Unité: milliers de t

Période: 2005, 2006, 2007
1000 tonnes

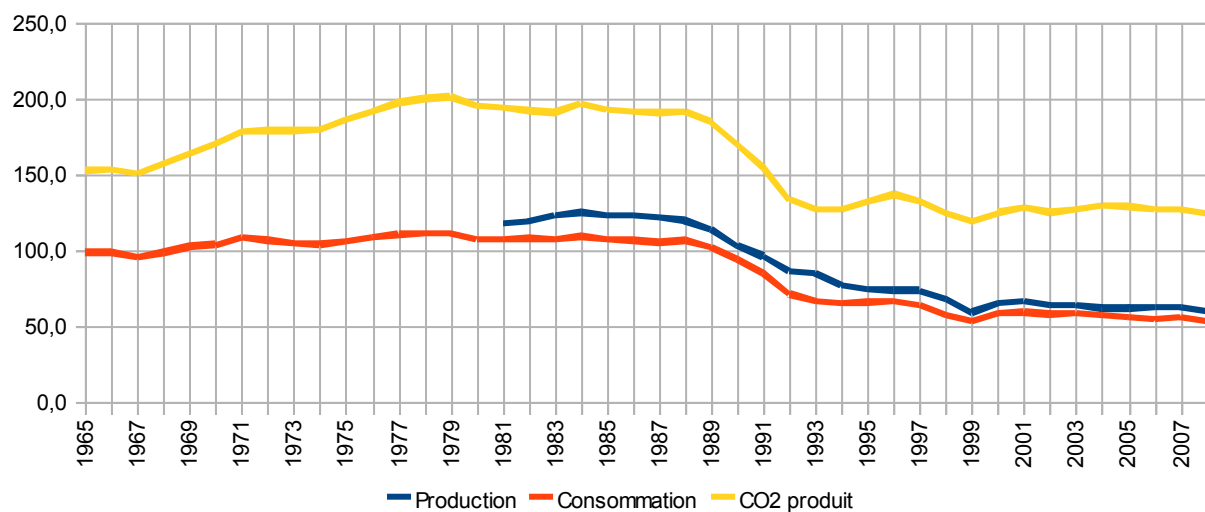
	Année	Charbon noir		Charbon brun + lignite	Agglomérés de charbon		Coke de charbon noir	Autres combust. Solides	Total de combust. Solides
		cokéifiable	énergét.		noir	brun			
Consommation finale totale	2005	0	592	2 283	0	130	2 012	4 267	9 284
	2006	0	803	2 704	0	140	2 148	4 523	10 318
	2007	0	835	2 005	0	131	2 323	4 711	10 005
Consommation - agriculture et sylviculture	2005	0	3	43	0	0	1	48	95
	2006	0	4	51	0	0	0	64	119
	2007	0	2	31	0	0	3	44	80
Consommation - industrie	2005	0	376	1 023	0	1	1 925	1 068	4 393
	2006	0	663	618	0	7	2 080	1 058	4 426
	2007	0	733	588	0	5	2 256	810	4 392
Consommation - bâtiment	2005	0	1	12	0	0	1	54	68
	2006	0	2	10	0	0	2	63	77
	2007	0	1	9	0	0	2	62	74
Consommation - transport	2005	0	0	0	0	0	0	0	0
	2006	0	0	0	0	0	0	0	0
	2007	0	0	0	0	0	0	0	0
Consommation - autres secteurs	2005	0	12	641	0	1	33	245	932
	2006	0	15	305	0	0	26	250	596
	2007	0	5	125	0	0	37	210	377
Consommation - menages	2005	0	200	564	0	128	52	2 852	3 796
	2006	0	119	1 720	0	133	40	3 088	5 100
	2007	0	94	1 252	0	126	25	3 585	5 082

Source: ČSU

2.3.4. Les limites écologiques régionales

Un aspect très important, mettant en difficulté l'exploitation de certains ressources du charbon brun, est représenté par « **les limites écologiques régionales** », établies par le gouvernement tchèque en 1991. Ce texte est interprété de manière différente par des sujets différents. Les organisations non-gouvernementales et les citoyens sont complètement contraires à toute tentative de la rupture de ces limites, tandis que les entreprises d'exploitation (conscientes de la proximité de l'épuisement des gisements en exploitation et du fait que ces réserves représentent un équivalent des besoins énergétiques en charbon brun pour une période de 20 ans) font une pression importante pour les décaler. Finalement les divers bureaux d'État ont des opinions divergentes.

L'évolution de la production et de la consommation de charbon en RT



(production et consommation en MTOE, émissions en millions de tonnes)

Source: BP, Eurostat

2.4. L'énergie nucléaire

2.4.1. Les centrales nucléaires

Il y a deux centrales nucléaires (CN) en RT. Les deux sont possédées par l'entreprise ČEZ a.s. La CN de Dukovany est composée de quatre blocs de puissance de 440 MW (1760 MW en total) qui ont été mis en marche en 1985-8. Cette CN fournit annuellement quelques 13 000 GWh. La CN de Temelin est composée de deux blocs de 1 000 MW et elle a été mise en fonctionnement en 2002-3. Annuellement, elle fournit environ 10 000 GWh. « L'espérance de vie » de ces deux centrales est déterminée pour 30 ans au minimum. Réellement, on estime cette période pour 60 ans. Leur exploitant doit demander la licence d'exploitation tous les dix ans. Actuellement, l'élargissement de la CN de Temelin de deux blocs de 1 000 MW chacun est discuté.

Dans les deux CN existantes, la technologie utilisée pour leur construction est en de provenance de l'Union Soviétique - VVER. Mais dans le cas de la CN de Temelin, le système de sécurité est d'origine étasunienne - Westinghouse. (Cette combinaison est unique. relève des doutes chez certains et au fur et à mesure s'est transformé en un majeur pomme de discorde de relations tchéco-autrichiennes.) Au début, la technologie de sécurité soviétique aurait du être utilisé, mais suite à la chute du régime communiste dans la ex-Tchécoslovaquie, le projet original fut remplacé.

Actuellement, la CN de Dukovany est nourrie par le combustible russe fourni par l'entreprise russe TVEL. Celui pour la CN de Temelin était nourri par le combustible fournie par l'entreprise américaine Westinghouse. Comme il y avait des problèmes incessants avec ce combustible à Temelin (sa « torsion »), les combustibles devaient être changés plus souvent. Cela impliquait (autres conséquences sécuritaires mises à part) des pertes économiques importantes (on estime 3 mois de la « mise en écart » par an). Vu ces problèmes, ČEZ a.s. a organisé un concours pour les fournitures du combustible pour la

CN de Temelin dans lequel l'entreprise TVEL était gagnante. A partir de 2010, par intermédiaire de l'entreprise ALTA, les deux CN en RT seront donc approvisionnées par le combustible de la FR.

1.4.2. L'uranium

La RT est le seul pays de l'UE où le minerai d'uranium est extrait en échelle industrielle. Ce minerai (qui pour devenir combustible nécessite d'être enrichi) est extrait dans la localité de Rožná (dans les hauteurs tchéco-moraves) par l'entreprise DIAMO, s.p.

1.4.2.1 Les ressources du combustible nucléaire pour la RT

On a donc présenté la situation actuelle et on a vu qu'à partir de l'année 2010, le combustible pour les CN tchèques est fourni exclusivement par l'entreprise russe TVEL. Ces livraisons (en dépit de leur qualité et pour l'instant aussi de leur prix adéquate) peuvent dans l'horizon plus lointain devenir problématiques. Si on regarde encore une fois en Asie centrale (à Kazakhstan et à Kirghizstan), on s'aperçoit que sous une influence russe, ces pays ont été forcés à conclure des contrats assez litigieux, concernant l'exploitation commune de leurs gisements. Récemment, l'Ukraine se trouvait sous une pression similaire.

Un autre aspect litigieux est le fait que suite à la diminution prévue de réserves du gaz naturel, pour les trente ans à venir, la FR a élaboré un projet ambitieux de la construction de quelques 40 centrales nucléaires. Si les capacités pour la production des combustibles nucléaires ne seront pas considérablement élevées (ce qui, pour l'instant, n'est pas annoncé), la FR peut se heurter à un grave déficit de ce combustible. Cela influencerait certainement sur leur prix – d'autant plus que la FR, pour renforcer sa position, a toujours une tendance à consolider les secteurs clés de son économie par une création de monopole sous le contrôle direct de l'État.

En liaison avec la hausse des prix de l'uranium, il est nécessaire pour la RT d'essayer de maximiser son autarcie et de diversifier les fournisseurs de combustible nucléaire. Puisque la RT dispose d'un avantage comparative de réserves de minerai de l'uranium, elle devrait en profiter. Pourtant, ce minerai nécessite d'être enrichi. Pour cela, la RT peut contribuer

p.ex. à la création du centre commun d'enrichissement de l'uranium sous la sauvegarde de la IAAE (Agence internationale pour l'énergie atomique).

2.5. Les sources renouvelables

2.5.1. L'évolution de la pollution de l'environnement en République tchèque

2.5.1.1. La situation de la politique environnementale sous le régime communiste

Un des tournants principaux dans l'histoire de la politique environnementale a été la conférence de l'ONU de 1972 à Stockholm. C'est à cette époque que de nombreuses lois environnementales sont nées, mais malheureusement surtout à l'ouest du „rideau de fer“.

La dégradation de la qualité de l'environnement était un des effets les plus importants de l'économie socialiste. L'accent sur l'industrie lourde et l'organisation de la coopération dans le cadre du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle avaient pour conséquence non seulement une énorme dégradation de la qualité d'air, mais ils ont contribué aussi à celle de la santé de la population tchèque.

En République tchèque, les changements dans la domaine de la protection de l'environnement ont donc commencé beaucoup plus tard, suite au changement de régime politique.

Cependant, malgré de nombreux problèmes auxquels la protection de l'environnement a dû faire face ces derniers temps, le dernière décennie a été une époque de diminution radicale des émissions dangereuses.

2.5.1.2. Les changements récents

2.5.1.2.1. Le cas de l'industrie lourde

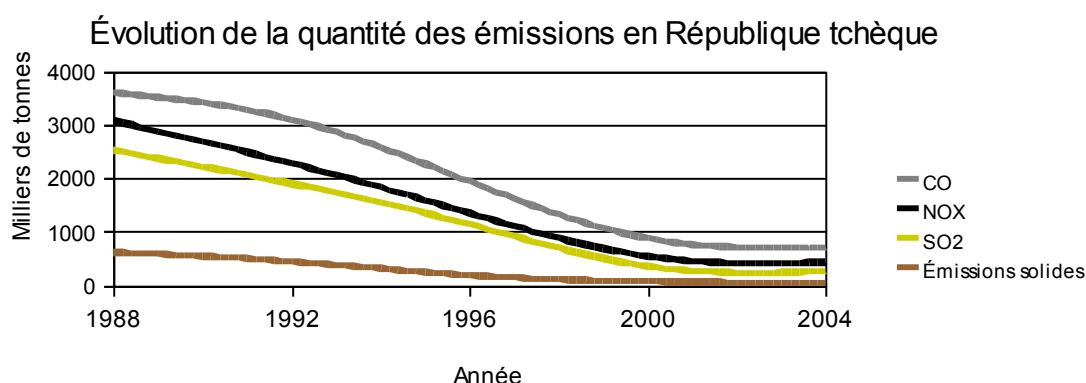
Dans la première partie des années 1990, nous avons été témoins de la réduction de la quantité des émissions de la plupart des ressources industrielles fixes (c'est-à-dire des centrales électriques et des usines) d'une part suite à l'implantation de la loi pour réduire les émissions de SO₂ en 1991 et aux modernisations technologiques en découlant, mais surtout suite à la restructuration et à l'affaiblissement de la production de l'industrie lourde.

2.5.1.2.2. Le cas des transports

Par ailleurs, nous vivons actuellement à l'époque de l'essor spectaculaire des transports. Sa conséquence est une énorme hausse des émissions. La première vague de cet essor (dans les années 1990) a été le résultat de l'augmentation du niveau de vie des Tchèques et était constitué par les voitures personnelles. La vague actuelle concerne surtout les poids-lourds. Elle est liée avec la croissance continue du transport à l'échelle européenne et avec la position géographique centrale de la République tchèque en Europe. Jusqu'au début 2007, cette croissance était accentuée encore par le faible niveau de péage en République tchèque. Ce péage rendait le transfert par la République tchèque significativement moins cher par rapport à ses voisins et contribuait donc à la dégradation des autoroutes et de l'atmosphère tchèque.

2.5.1.2.3. La pertinence du régime de Kyoto dans le milieu Tchèque

Dans le domaine des émissions des gaz à effet de serre, la situation en République tchèque n'est pas du tout satisfaisante. Comme on l'a vu, la baisse a été entraînée surtout par un affaiblissement de la production industrielle et par les restructurations du début des années 1990.

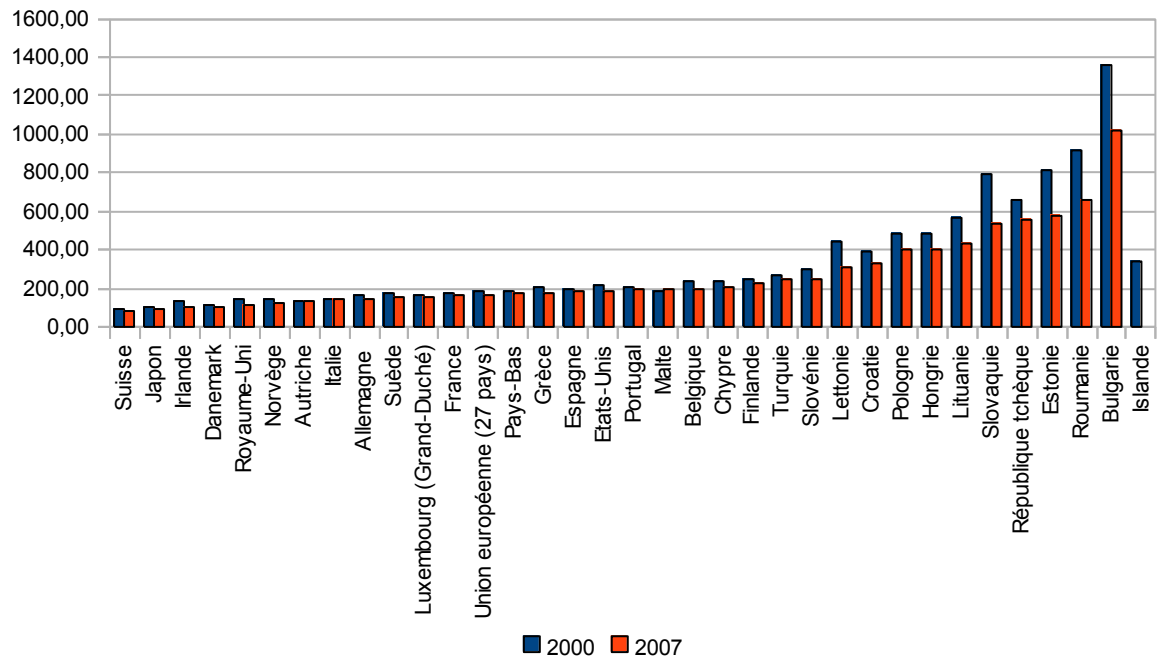


Source: graphique étudié à partir des dates de ČHMÚ et de ČSÚ

La République tchèque arrive à respecter les limites imposées par Kyoto, car ces limites prennent pour valeurs de référence la situation catastrophique de 1990, avant les restructurations. Dans le cas de la République tchèque, le respect de Kyoto ne devrait donc pas être interprété comme un succès. C'est justement le contraire - la République tchèque a de grandes réserves, car sa production de CO2 par habitant est parmi les plus élevées de

tous les pays de l'UE et son respect des normes reflète plutôt une insuffisante sévérité de mesures de Kyoto et l'urgence de leur réévaluation.

L'intensité énergétique des pays de l'UE27 (énergie consommée/PIB produit)



2.5.1.3. La situation actuelle de sources énergétiques renouvelables

Il existe actuellement des centrales hydrauliques de puissance de 1 046 MW, des systèmes photovoltaïques de puissance de 492 MW, des centrales éoliennes de puissance de 193 MW, des centrales sur le gaz biologique de puissance de 82 MW. Au total, cela représente environ 7,1 % des besoins énergétiques annuels de la RT. (En comparaison avec certains pays, la position de la RT n'est pas très bonne – p.ex. en Autriche, les ressources alternatives ont contribué à la production énergétique à 21 % déjà en 2007.)

La conception énergétique tchèque souligne qu'une montée importante de l'utilisation des ressources alternatives dans les conditions de la RT n'est pas possible. D'après ce document, on peut s'attendre à une certaine augmentation de l'utilisation de l'énergie photovoltaïque ou éolienne, mais en général, l'exploitabilité des ressources renouvelables semble plutôt surestimée.

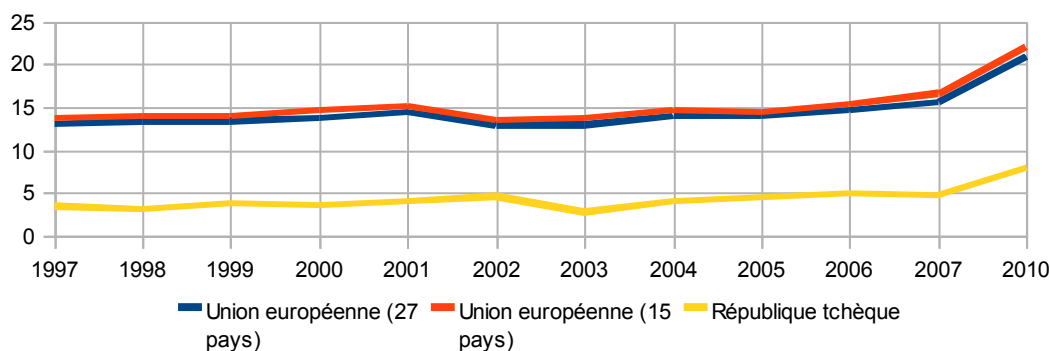
Au niveau communautaire, la directive 2001/77/ES, exigeait d'atteindre en 2010 un minimum d'électricité produite à partir de ressources renouvelables de 12 % au niveau national et de 22,1 % au niveau communautaire. Il existait ici une possibilité « d'allègement » pour les pays qui ne disposent pas de conditions géographiques et climatiques favorables et la RT a réussi à négocier l'objectif de 8%. En 2007 ce pourcentage était de 4,77%. Ceci était plutôt le résultat de l'introduction tardive des instruments de coercition. Maintenant, comme nous avons vu, l'objectif n'est pas loin de son accomplissement. En ce qui concerne l'année 2020 le pourcentage de l'énergie final produite à partir de ressources renouvelables pour la RT était défini à 13%, ce qui est certainement un but réalisable.

Le document à moyen-long terme pour l'application de cette directive est « le Programme national de l'utilisation effective de l'énergie et l'utilisation de ressources renouvelables et secondaires 2006-2009 ». Son but est d'assurer la baisse de la demande énergétique de 2,6 % par an (au minimum) et la hausse de l'effectivité énergétique de 2,1 % par an (au minimum). Aujourd'hui, même si la consommation de l'énergie en RT sur une unité de production diminue successivement, cette diminution est relativement lente. Une unité produite est donc toujours produite avec une quantité d'énergie double par rapport à la moyenne de l'UE-15 et il existe encore un potentiel d'économies important.

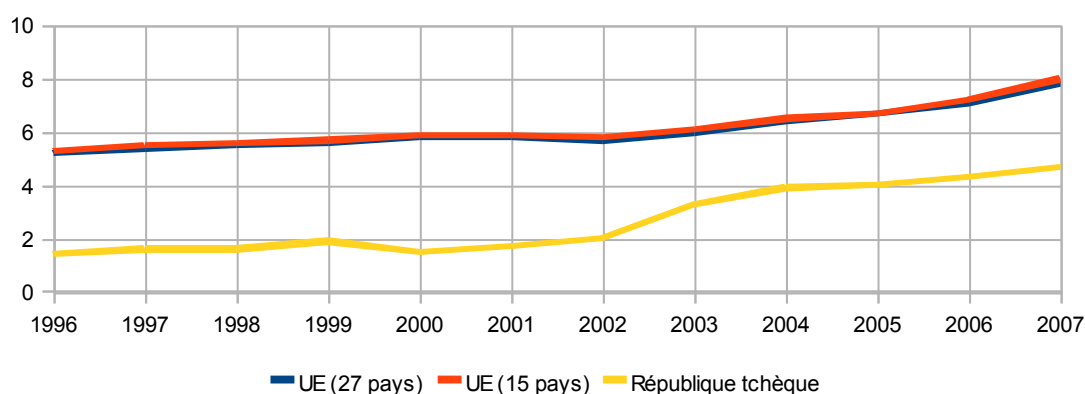
En avril 2008, le gouvernement tchèque a adopté la loi pour atteindre cette exigence européenne. Cette loi garantit à tout producteur l'achat de l'électricité produite à partir des ressources renouvelables et détermine un paiement très favorable par rapport à l'électricité produite à partir de ressources non-renouvelables. Le résultat est la multiplication par 500 des puissances installées de centrales photovoltaïque et la croissance de 60% des puissances installées de centrales éoliennes par rapport à la situation de 2007. Les centrales photovoltaïques contribuent aujourd'hui à 2% et les centrales éoliennes à 0,8% de la production d'électricité et au développement de ressources renouvelables. Ces morceaux ne semblent pas énormes. Pourtant, l'entreprise de distribution national ČEPS, a.s. déclare qu'ils menacent la stabilité du réseau de distribution et ne veut plus les brancher.

Électricité provenant des sources d'énergie renouvelables

Évolution de pourcentage de la consommation brute de l'électricité



Proportion des énergies renouvelables dans la consommation brute d'énergie intérieure



Les énergies renouvelables en %

2.5.2. Les divers types de ressources énergétiques renouvelables

2.5.2.1. Énergie solaire

Ce type d'énergie, dont le potentiel théorique est inépuisable voire même dans les conditions climatiques de la RT, peut théoriquement être transformé en n'importe quel type d'énergie – thermique, électrique, mécanique et chimique.

Les systèmes solaires thermiques sont capables de satisfaire 70% des besoins annuels d'énergie. Leur installation est actuellement subventionnée – à côté de systèmes de chauffage à la biomasse et les pompes thermiques – par le programme « Zelená

úsporám² ».

La performance des systèmes photovoltaïques pour la production de l'électricité accroît rapidement et aujourd'hui, leur efficacité surpasse 20%.

2.5.2.2. Énergie de la biomasse

Énergie de la biomasse est utilisé par divers façons - pour la combustion, pour la fermentation anaerobique et pour la pressage des huiles.

La puissance installée actuelle des centrales sur la biomasse équivaut a 2060 MW.

Vu les conditions géographiques et climatiques de la RT, et mis à part sa controversions croissante, le ressource énergétique renouvelable possédant probablement le plus grand potentiel est la biomasse. Pour développer ce secteur, la RT pourrait donc créer des conditions propices pour le développement de la culture des plantes pour utilisation énergétique sur les terres mises en jachère. (En même temps, il faut satisfaire aux exigences de sécurité alimentaire qui est assurée par la réservation de 2,07 mil. ha - de 3,05 mil. ha de terre arable du total de 4,26 mil. ha de terre agricole). Dans le cas de la RT, le mode le plus favorable semble être l'utilisation de la dendromasse pour le chauffage dans les établissements régionaux.

2.5.2.3. Énergie hydrauliques

Les centrales hydrauliques représentent l'élément le plus important parmi les ressources renouvelables. Pourtant, la RT ne possède pas de réseau hydrologique propice à la construction de centrales hydrauliques puissantes. Les grandes possibilités sont déjà utilisées (la cascade sur la rivière de la Vltava) et la construction de suivantes se heurte à l'opposition des citoyens.

2.5.2.4. Énergie éolienne

2 Le programme de ministère et de fond de l'environnement tchèque orienté à la réalisation des économies de l'énergie et à l'utilisation de sources énergétiques renouvelables.

La condition clé pour le développement de l'énergie éolienne est la puissance des vents. Dans l'altitude de 100m, la vitesse des vents devrait atteindre 4-6m/s. Cette puissance n'est en générale accessible que sur une partie du territoire, dans les altitudes plus élevées des régions montagnardes. De plus, mise à part la résistance de la grande partie de la population tchèque, il existent de nombreuses limitations législatives et techniques à l'installation et à la construction de nouvelles centrales.

2.5.2.5. Énergie géothermique

Cette énergie se propage de l'intérieur de la Terre vers sa surface. Il existent deux modes fondamentales de son utilisation.

Les pompes thermiques qui sont plutôt une technologie économisant les ressources énergétiques que le ressource renouvelable (ils utilisent l'énergie thermique de leur environnement – de l'eau, de la terre, de l'air ou de la chaleur usée/résiduel) et les appareils d'échange utilisés dans les centrales géothermiques (basées sur l'utilisation du milieu poreux des roches).

2.6. L'électricité

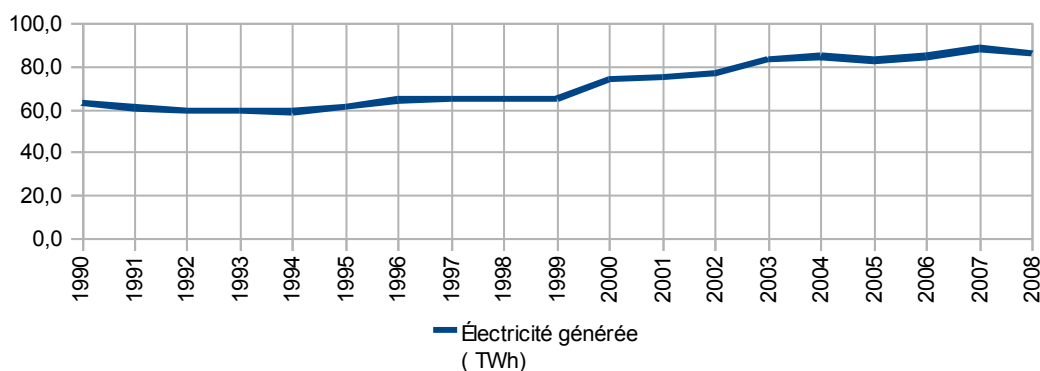
2.6.1. La production et la consommation de l'électricité en RT

La quantité produite de l'électricité en RT à partir de 1990 jusqu'à 2001 était approximativement de 60 000 GWh. À partir de l'année 2003, suite à la mise en marche de la centrale nucléaire (CN) de Temelin, la quantité produite a dépassé 80 000 GWh. La quantité consommée oscille toujours autour 60 000 GWh. La différence des deux correspond aux exportations de l'électricité à l'étranger (vers 25%). La consommation de l'électricité reste depuis 1990 plutôt stable. Le plus grand consommateur est le secteur industriel (65 %). En ce qui concerne la contribution de divers types des centrales électriques, la majorité est assurée par les centrales thermiques (vers 65 %), suivies par les centrales nucléaires (vers 30 %), le reste est produit par les centrales hydrauliques, éoliennes, solaires et géothermiques.

	1990	2005	2006	2007
Industrie	2315	1990	2030	2079
Transports	272	184	185	193
Ménages/services	1555	2577	2683	2646
Ménages	827	1266	1307	1259
Agriculture	250	87	105	86
Services	313	1077	1116	1140
Autres	165	145	154	161
Totale	4142	4750	4898	4918
Branche énergie	418	208	211	220

Source: Eurostat

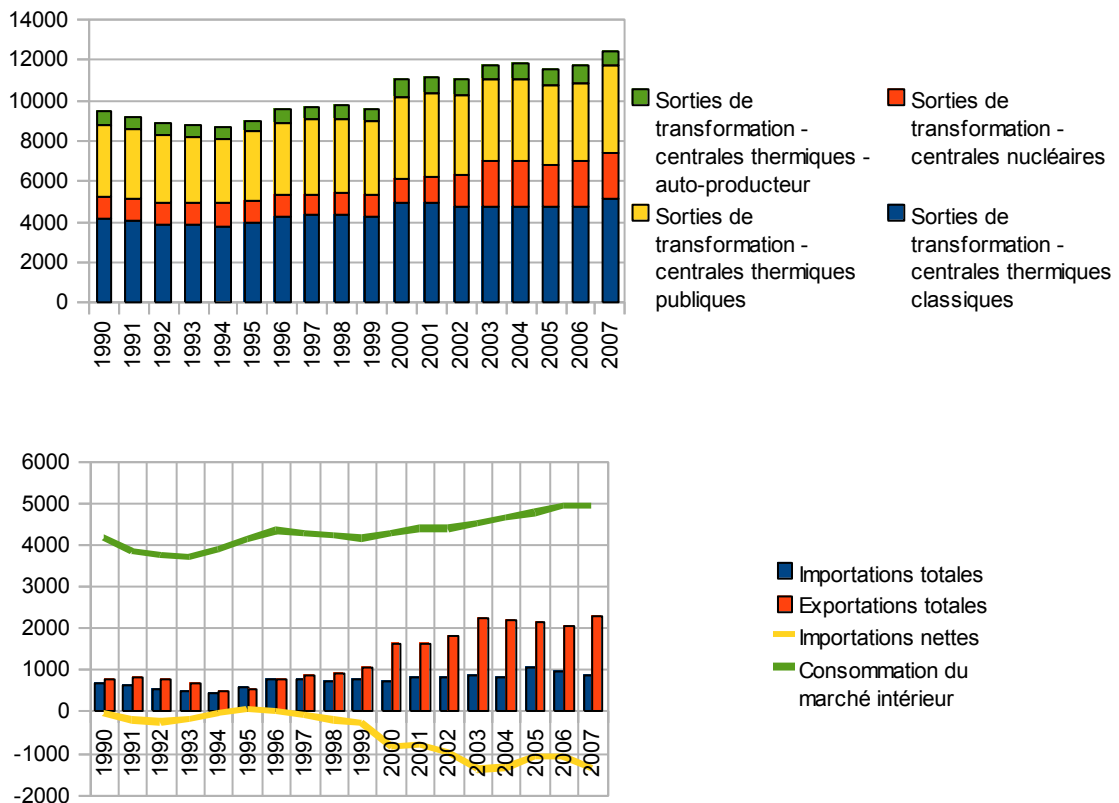
Évolution de la quantité d'électricité produite en RT (en TWh)



Source: Eurostat

2.6.2. Le fournisseur national majeur d'électricité

A propos de la structure de propriété et de production, c'est l'entreprise ČEZ a.s. (dont le propriétaire majoritaire est avec 68 % des parts l'État tchèque) qui est le producteur de 70% de l'électricité tchèque. Cette entreprise domine aussi les producteurs régionaux d'électricité. Il est souvent observé qu'elle est étroitement connectée avec les hommes politiques influents.



Source: Eurostat

2.6.2. Le réseau de distribution de l'électricité

La charge de maintien, de gestion et de développement du réseau de transport de l'électricité en RT pèse sur une organisation de l'État, l'entreprise ČEPS. Le réseau de transport de l'électricité tchèque est une composante clé du système électrique. La tâche la plus importante de ČEPS est la réalisation du transport sur le territoire national et son exportation vers les pays voisins – l'Allemagne, l'Autriche, la Slovaquie et la Pologne.

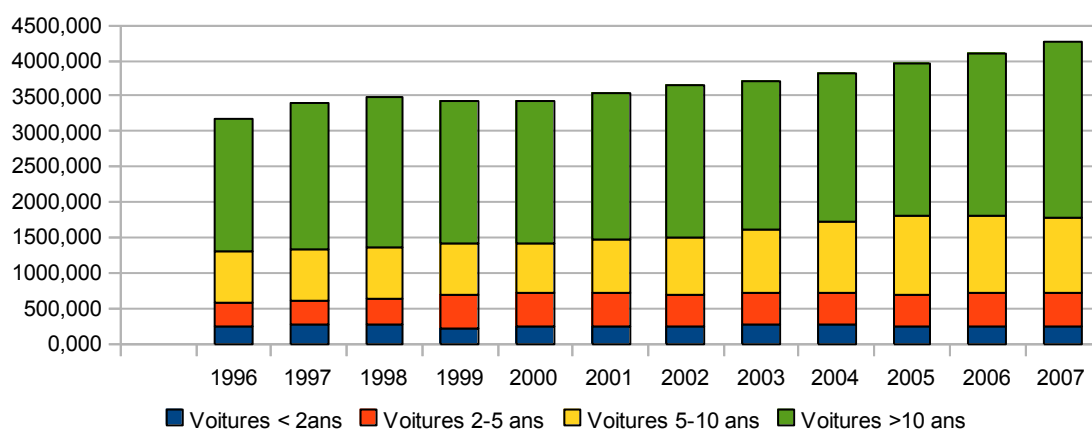
2.7. Le transport

Le transport représente vers 20% de la consommation énergétique finale de la RT. D'après les tendances et prévisions actuels, la consommation des énergies dans ce secteur devrait continuer à augmenter, surtout dans la région d'Europe centrale et orientale, suite à sa croissance économique. En même temps, cette tendance devrait être freiné par la

croissance des prix des combustibles et par les externalités typiques pour ce secteur (l'accessibilité des combustibles, l'influence sur l'environnement, les embouteillages, les accidents).

2.7.1. Le transport routier

Concernant le transport routier, le taux de motorisation est depuis longtemps croissant. Au début de 2010, la quantité de voitures a doublé par rapport à la quantité de 1990. L'âge moyen de voitures ne diminue pas de manière significative est il est toujours supérieur à la moyenne de l'UE.



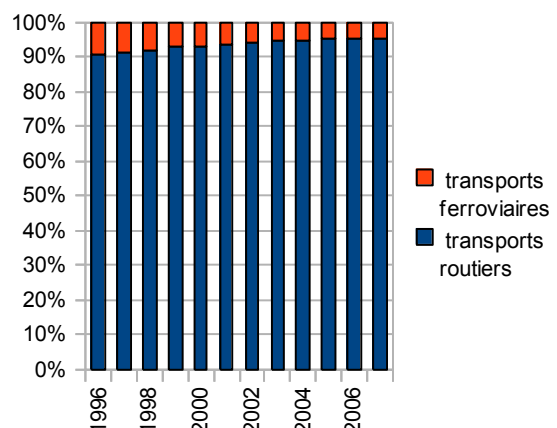
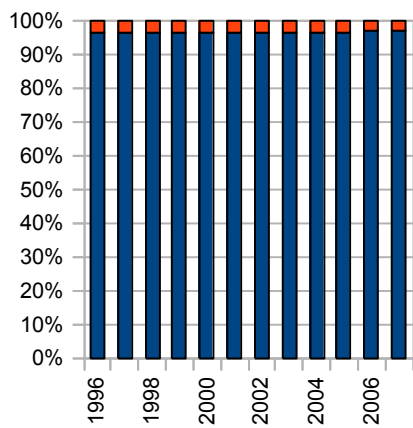
Nombre de véhicules enregistrés en RT par structure d'âge des véhicules

Source: Eurostat

2.7.2. Le transport ferroviaire

En ce qui est le transport ferroviaire, il est intéressant d'observer son évolution dans le contexte de transport routier ainsi que comparer sa situation en RT avec celle de l'UE. Les deux déclarent leur volonté pour le développement de transport ferroviaire, pourtant sa part par rapport au transport total tende plutôt à diminuer. En RT, cette tendance est encore beaucoup plus marquant. Suite à l'essor de l'automobilisme la part de transport ferroviaire en 2006 était divisée par deux par rapport à la situation dix années auparavant.

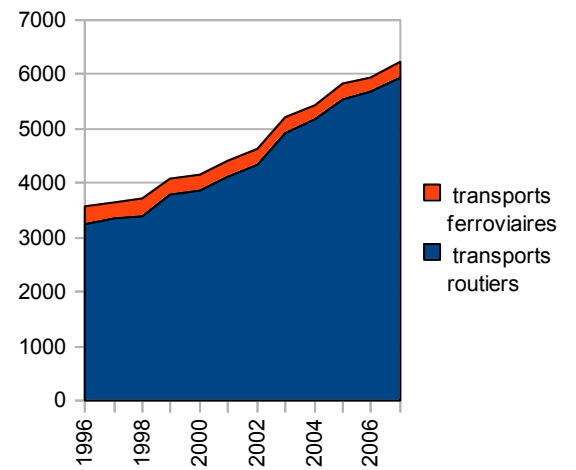
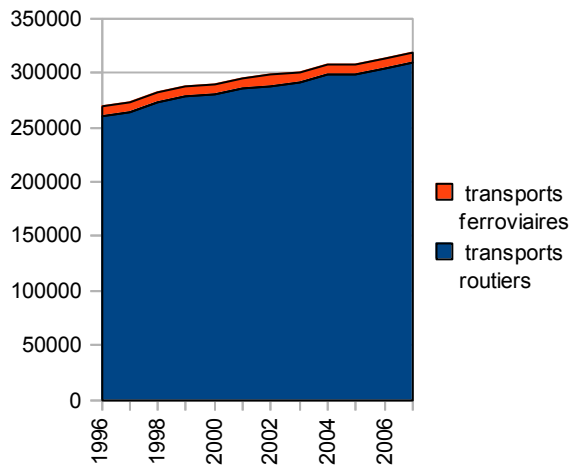
L'évolution de la proportion de transport ferroviaire et routier dans l'UE (à gauche)



et en RT.

Source: Eurostat

L'évolution des exigences énergétiques de transport ferroviaire et routier dans l'UE (a gauche) et en RT



Source: Eurostat

II. LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE TCHÈQUE

La politique énergétique est une partie de la politique économique traitant de l'approvisionnement, de la transformation, de la distribution et des usages de l'énergie. La politique énergétique doit tenir compte des possibilités nationales et internationales, de la conservation, notamment des ressources primaires non renouvelables et de la sauvegarde de l'environnement.

La politique énergétique de l'État est une stratégie sur le long terme qui définit la mission, la vision et les priorités stratégiques du secteur énergétique ainsi que les instruments pour les atteindre. En même temps, elle encadre le rôle de l'État, les principes de son influence sur les entreprises et le comportement dans les relations internationales.

Dans cette logique, le secteur énergétique devrait assurer la livraison certaine et sûre des énergies tout en respectant l'environnement.

1. L'évolution de la politique et du secteur énergétique tchèque

1.1. La période 1948-1989

Pendant la période 1948-1989, la RT faisait partie du bloc communiste. Sa politique énergétique dans le sens contemporain de ce mot n'existait pas, puisque toutes les décisions importantes (construction de gazoducs et d'oléoducs dans les pays appartenant au bloc y compris) étaient prises à Moscou.

(Les grandes caractéristiques du fonctionnement de l'ancien bloc étaient la centralisation, la planification et l'accomplissement (à tout prix) du plan en vigueur. La RT, le pays de riche tradition industrielle (disposant en plus de localités riches en ressources énergétiques) était choisi comme le pays producteur de l'industrie lourde.) Ce combustible était abondant et par conséquent largement utilisé non seulement dans la région frontalière de la Bohême du nord, mais aussi de l'autre côté de la frontière – en Allemagne de l'est et en Pologne. Comme la combustion de charbon brun est peu effective, deux conséquences s'en suivent: d'abord l'inefficacité de la production de l'énergie et ensuite une

quantité importante de résidu de la combustion. *(Comme ce bloc couvrait de vastes territoires avec assez de ressources énergétiques et comme il avait une économie centralisée et planifiée, il n'était presque pas atteint par les chocs pétroliers des années soixante-dix et n'était pas obligé de faire des efforts d'efficacité)*. Ce résidu, pendant tout le régime communiste, sortait librement de cheminées des centrales thermiques (et pour les artistes soviétiques signifiait probablement le comble du progrès et du bien-être) et empoisonnait l'atmosphère. Sa toxicité dépassait plusieurs fois les limites occidentaux et souvent, pendant plusieurs jours, les habitants des villes dans les alentours (Most, Teplice), n'étaient pas permis d'ouvrir la fenêtre et de sortir. Les maladies du système respiratoire et la mortalité était (enfantine jusqu'à neuf fois!) plus élevée que dans d'autres régions. Les forêts (qui ont survécu l'extraction « superficielle » de charbon brun) étaient mortes suite à l'acidité de pluies.

1.2. Après 1989

Après la chute des régimes communistes et l'installation des démocraties, la notion de la politique énergétique avait encore une signification différente de la signification contemporaine. Le nouveau État devait rapidement établir toutes les institutions nécessaires. Il voulait (et pour pouvoir regarder à travers l'ancien rideau de fer, il devait) se débarrasser de mauvaises héritages de l'ère précédente. Dans le contexte de la politique énergétique, il s'agissait surtout de la modernisation ou même de la fermeture des anciens centrales électriques nourries par le charbon brun.

Le premier véritable pas vers une certaine politique énergétique était entrepris en 1994 puisque la législation énergétique de base a été adoptée.

Dans les années 1990-1995, l'intérêt majeur de la politique énergétique était la modernisation et « l'écologisation » de ces centrales (les filtres pour le résidu de la combustion) et de l'industrie. En 1991 les « limites écologiques régionaux » de l'extraction de charbon ont été établis. Pendant cette époque, des initiatives au niveau régional et communautaires se développaient parallèlement avec la politique énergétique nationale.

Dans les années suivantes, plusieurs événements ont succédé, voici les tournants :

– 1996:

- la RT devient le pays membre de l'OCDE et ratifie sa Convention de la Charte énergétique
- l'oléoduc Ingolstad-Kralupy-Litvinov est mis en marche
- 1997:
 - la législation « atomique » est adoptée
 - le contrat sur l'importation du gaz de Norvège est conclu
 - le réseau de transport d'électricité tchèque, slovaque, polonais et hongrois (CENTREL) est interconnecté au réseau européen (UCTE)
- 1998
 - le contrat sur l'importation du pétrole de la FR
 - la désulfuration des centrales thermiques accomplie
- 1999
 - l'ouverture des négociations avec l'UE concernant la domaine de l'énergie

1.3. Les fondements de la politique énergétique tchèque contemporaine (depuis 2004)

Cette politique est déterminée par **deux documents de base** :

- par la Conception énergétique de la RT
- par la Politique environnementale de la RT

La politique énergétique est une des notions de base, exprimant les buts de pays dans le secteur énergétique en liaison avec les besoins du développement économique et social, la protection de l'environnement incluse. Les buts de la politique énergétique de la RT sont déterminés par le ministère de l'industrie et du commerce. Ils sont décrits dans le document appelé « la politique énergétique de la République tchèque ». Ce document est plutôt indicatif et est élaboré pour une période de 15 à 20 ans. L'accomplissement de la politique énergétique de l'État doit être évalué dans les intervalles de deux ans. Le gouvernement doit être informé des résultats obtenus et entreprendre des mesures adéquates.

L'objectif stratégique principale de la politique énergétique est la formulation de la

conception de développement de l'industrie énergétique ainsi que l'établissement d'un cadre législatif et économique motivant le comportement écologique des producteurs et des distributeurs de l'énergie.

Dans le segment des consommateurs, son objectif stratégique majeur sur le long terme est la baisse de l'exigence en énergie de l'économie nationale dans son ensemble. Cet objectif devrait être atteint grâce au soutien de nouvelles technologies minimisant la consommation de l'énergie et maximisant son utilisation effective. Dans le secteur tertiaire, la baisse de l'exigence énergétique devrait être atteinte notamment par intermédiaire de programmes favorisant l'utilisation de l'énergie alternative pour l'approvisionnement des habitants.

Le secteur énergétique est le cœur de l'économie nationale et son fonctionnement effective est la première condition pour le bon fonctionnement et le développement de l'économie et de la qualité de vie dans chaque État. La responsabilité de l'État, concernant notamment la création du milieu stable pour le développement du secteur énergétique national (et son intégration dans le réseau énergétique international), est donc irremplaçable.

La politique énergétique est étroitement liée avec la politique économique (gérée en RT par le Ministère de l'industrie et de commerce) et doit respecter aussi la politique nationale de l'environnement (gérée par le Ministère de l'environnement). Elle argumente des objectifs de développement durable de la RT. Celui-la est conditionné par l'approvisionnement fiable et certain en ressources énergétiques, mais aussi par l'utilisation optimal et écologique des ressources énergétiques.

Principes de base suivis par ces documents sont:

- la sécurité énergétique
- l'indépendance énergétique
- le développement durable

2. La politique énergétique de la République tchèque d'après la conception énergétique actuelle (de février 2010)³

Le document le plus important actuellement est la conception énergétique (CE) de la RT

³ Source: MPO (ministère de l'Industrie et du Commerce de la RT)

élaborée en 2004 et sa dernière actualisation de février 2010. Cette actualisation reflète les changements apparus depuis – surtout le fait que la politique énergétique est devenu un instrument de pression internationale.

2.1. Les objectifs stratégiques dans l'exploitation de l'énergie dans les 30 ans à venir.

La CE de la RT est basée sur le mixe énergétique fondé sur **l'exploitation des ressources énergétiques du pays** et explique que par cette stratégie, elle suit les traditions et les avantages concurrentielles du pays dans la domaine énergétique. En même temps, elle accentue la nécessité de la baisse des exigences en énergies et l'importance de la conservation des emplois dans ce secteur.

Elle accentue aussi l'importance du développement et du renouvellement de **l'infrastructure** énergétique. Sinon, l'infrastructure actuelle risque de devenir un facteur limitant de fiabilité de fonctionnement et de la sécurité énergétique de la RT.

Au-delà, la CE rappelle la position géographique de la RT et lui propose d'en créer un avantage et d'en profiter pour augmenter son indépendance et sa sécurité énergétique. **La RT** pourrait ainsi devenir **un nœud pour le transit transeuropéen**. Pour pouvoir réaliser ce point, la CE mentionne aussi la nécessité d'encouragement du maintien et de renouvellement de la main-d'œuvre qualifiée dans le secteur de l'industrie énergétique. Sans cette prémisse la vision de la RT en tant que champion régional de ce secteur ne serait qu'une rêverie. La CE va encore plus loin et veut créer de la RT le champion régional de la machinerie énergétique.

2.2. Les priorités stratégiques du secteur énergétique tchèque et les propositions relatives

1. Le mixe énergétique basé sur l'exploitation de tous les ressources disponibles du pays et le maintien du réseau d'électricité excédentaire comme un élément de base du maintien de la stabilité, sécurité et performance.

Le but est de produire à partir de ressources de pays (c'est-à-dire les ressources renouvelables, charbon brun et noir, nucléaire – en cas de réserves suffisantes) 90% d'électricité consommée et 80% de la chaleur.

Concernant les ressources renouvelables, leur part par rapport à la consommation totale finale devrait atteindre 13% en 2020, 17% en 2030 et 23% en 2050. La CE accentue que

la base pour parvenir à ces parts est la compétitivité économique des ressources renouvelables et la stabilité du réseau de transport de l'électricité.

2. L'accroissement d'efficacité énergétique de l'économie nationale et la réalisation des économies dans le secteur industriel et dans les ménages.

Le but fondamental est de diminuer l'exigence énergétique de la RT par unité de PIB pour atteindre la moyenne de l'UE en 2020 et de continuer ces économies jusqu'au niveau de 30% de l'année 2005 en 2050. Ce but devrait être atteint grâce aux rénovations et à l'isolation des bâtiments et à la promotion de nouveaux bâtiments économes et de transport ferroviaire.

3. Le développement de l'infrastructure énergétique tchèque dans le contexte de l'Europe centrale, renforcement de la coopération internationale, l'intégration des marchés de l'électricité et du gaz naturel et le soutien à l'élaboration de la politique énergétique commune de l'UE

La RT devrait développer sa position de pays de transit dans le sens nord-sud et la possibilité de transporter le gaz naturel dans le sens ouest-est. En plus, elle devrait adapter son réseau pour devenir compatible avec les terminaux du gaz liquéfié construits en Pologne et en Croatie.

4. Le soutien à la recherche et au développement des innovations pour assurer la compétitivité de l'énergétique tchèque ainsi que le soutien des écoles techniques spécialisés pour assurer le renouveau de la main-d'œuvre qualifiée

Le secteur énergétique se heurte à la baisse relativement brusque de la main-d'oeuvre (de 27 milles, soit 23% de travailleurs entre 2000 et 2007) pour des causes structurelles, technologiques et à cause de l'outsourcing). Cette tendance touche tous les emplois, mais elle se manifeste le plus gravement dans les emplois hautement qualifiés (baisse de la qualité d'enseignement, exode de cerveaux). En plus, l'âge moyen des employés de ce secteur est supérieur à la moyenne nationale.

Il faut donc établir des programmes d'études pour assurer la quantité, la qualité et la

structure de travailleurs pour ce secteur. Il faut aussi créer les conditions pour la recherche coordonnée dans ce secteur.

5. L'accroissement de la sécurité énergétique de la RT et le renforcement de la capacité de satisfaction de diverses demandes énergétiques pour les cas de crises prolongées

Dans cette domaine, il faut surtout accroître les capacités de réservoirs énergétiques et assurer les livraisons de l'électricité pour toutes les agglomérations de plus de 50.000 habitants dans le cas de « black-out »

6. Le respect de l'environnement et la minimisation des effets négatifs de secteur énergétique sur l'environnement et le paysage.

La RT s'engage à accomplir les obligations de l'UE, de traité de Kyoto et de ses traités successeurs éventuels.

2.3. Les principes de développement de grands secteurs énergétiques et de domaines liées avec les secteurs énergétiques

2.3.1. Électroénergétique

Vision:

Le secteur électroénergétique fort, excédentaire et résistant dans la région centrale de l'Europe est un facteur clé pour la garantie des flux énergétiques transeuropéens et la stabilité des marchés de l'électricité dans la région d'Europe centrale et orientale.

Buts:

Assurer la **balance excédentaire de production de l'électricité**, basé sur l'exploitation de ressources du pays. Pour garantir la résistance du système, créer les capacités de réserves de structure et de capacité appropriée et promouvoir l'introduction de nouveaux systèmes intelligents de gestion de réseau d'électricité. Favoriser la construction de petites et moyennes centrales hydrauliques.

Promouvoir **la concurrence** dans le secteur, l'harmonisation des règles et l'intégration rapide des marchés dans l'Europe centrale, le développement des mécanismes de marché pour simplifier l'accès à ce marché et le changement de fournisseur et assurer la surveillance efficace de la dominance et des abus de marché.

Maintenir et rehausser **la capacité du réseau de distribution** et garder les parts de **ČEPS, a.s.** dans **la propriété exclusive de la RT**, ainsi que les parts majoritaires de **ČEZ, a.s.**

Renouveau et développement des facteurs de production et la réservation de **mixe énergétique** optimal (basé sur les ressources du pays, sur les ressources avec la possibilité de stockage élevée, sur le maintien de la balance excédentaire de production d'électricité, résistance aux manquements de livraisons de ressources primaires et la capacité d'assurer les services substitutifs)

- **Les ressources renouvelables** - soutien au développement maximal réel de ces ressources en accord avec les possibilités économiques, géographiques et climatiques de la RT (et de leur utilisation effective jusqu'au moment de leur compétitivité sur le marché (2030), exclusion de terre arable de haute qualité (photovoltaïque); les finances pour le soutien de ressources renouvelables ne devraient pas provenir de budgets publics, il faut surveiller aussi l'impact aux consommateurs finals; inclusion de frais de liquidation de ces établissements dans le cout final de l'électricité)
- **L'énergie nucléaire** comme un de piliers de production et des livraisons de l'électricité, de la chaleur et comme une contribution à la hausse de la qualité de l'environnement (créer les conditions pour le prolongement de vie de centrales nucléaires a 50 – 60 ans par l'amélioration de la sécurité nucléaire, soutenir et accélérer les négociations de constructions de nouveaux blocs nucléaires pour assurer leur mise en fonctionnement prompte; garantir la conformité avec les directives sécuritaires actuels de l'UE; requérir les stocks combustibles suffisantes auprès des exploitants des CN pour assurer leur fonctionnement en situations de crise; assurer les conditions législatives et administratives pour l'exploitation sûre et continu des dépôts de déchets radioactifs, (poursuivre la recherche de localité pour la déposition, calculer avec la possibilité d'usage future de ces déchets), considérer la possibilité de création de réserves stratégiques de combustible d'uranium

- **Le charbon** – promouvoir le développement de ce secteur énergétique en tant que ressource important pour la production de l'électricité et de charbon et son transformation progressive vers les technologies de combustion hautement efficace et propre (créer les conditions législatives et administratives pour le renouveau de la capacité de ce secteur, faire valoir les standards limites de l'efficacité et des émissions d'après les réquisitions de l'UE, promouvoir la recherche de localités propices à la déposition de CO2 contenu et considérer l'éventualité de ressources retrofitées.
- **Le gaz naturel** – est une ressource écologique, appropriée pour la cogénération, susceptible de remplacer le charbon - avec égard à la sécurité énergétique sa part dans la consommation finale ne devrait pas dépasser 20% (supposant la capacité passable de réservoirs)

La capacité des réservoirs énergétiques doit être développée.

Concernant **les combustibles nucléaires**, il faut continuer **la prospection et l'extraction** de minerai **d'uranium** par une entreprise d'État en accord avec les exigences de conservation de l'environnement, encourager une éventuelle construction d'un établissement de façonnement d'uranium sur le territoire.

Promouvoir l'utilisation plus large **des ressources énergétiques secondaires et des déchets**.

L'État doit systématiquement observer et gérer la **sécurité énergétique de pays** ainsi que sa capacité et résistance suffisante et l'assurer en cas de défaillance de marché.

Le dernier point est **le développement de réseau de distribution** et leur accélération, basée sur leur importance nationale, et son connexion internationale.

2.3.2. Industrie gazière, transport et la raffinage de pétrole

Vision:

La RT sera le pays de transit important pour le transport du gaz naturel dans le sens Nord-sud et la région clé des réseaux transeuropéens dans l'Europe centrale. Le secteur gazier fiable et sûr sera capable de satisfaire les besoins de la population et de l'industrie dans le cas de crises locales de livraisons.

Dans le domaine du transport de pétrole, des voies diversifiées seront assurées pour réserver des capacités suffisantes pour l'approvisionnement des raffineries.

Pour les cas de crises, les stocks suffisants de pétrole et de ses produits seront garantis.

Buts:

- **industrie gazière** – assurer la diversification de livraisons du gaz pour augmenter la sécurité et la fiabilité dans le cas de crise (la marche dans le sens inverse, adaptation pour LNG), élargir et utiliser les capacités de transit dans le sens nord-sud, maintenir l'importance de pays de transit dans le contexte d'accomplissement de nouveaux voies de transport dans le nord et dans le sud d'Europe, élargir les capacités de réservoirs sur le territoire de la RT (jusqu'à 40% de consommation annuelle, standard de stocks de secours pour les sujets commerciaux) et leur utilisation prioritaire dans le pays,
- **transport et la raffinage de pétrole** – renforcer les liaisons de MERO ČR, a.s. Avec les sociétés exploitant l'oléoduc TAL, pour assurer les livraisons par les oléoducs IKL et TAL en cas de crise (augmenter sa capacité), augmenter les réservoirs de secours jusqu'à l'équivalent de 120 de jours d'importations, garder la propriété exclusive des sociétés MERO ČR, a.s. et ČEPRO, a.s, favoriser le traitement intérieur de pétrole avec le but final de son exportation dans la région d'Europe centrale et orientale, soutenir l'augmentation de l'utilisation effective de système de transport tchèque - important au niveau européen – pour soutenir ainsi le système slovaque et hongrois.

2.3.3. Technique du chauffage

Vision:

Le secteur du chauffage est un fournisseur sûr et compétitif pour les ménages, l'industrie et le secteur public et en même temps un fournisseur important et effectif d'électricité et de services régulateurs pour le système d'électrification.

Buts:

Promouvoir le développement de systèmes de chauffages centraux comme un mode

fondamental de chauffage, notamment des agglomérations, assurer la disponibilité du charbon pour ce secteur et préférer ce mode de son utilisation par rapport à la production d'électricité, soutenir l'utilisation de la biomasse, d'autres ressources renouvelables, des déchets et de la production combinée de la chaleur et de l'électricité (surtout pour les petits et moyens établissements), pour les implantations gazières inciter la construction de systèmes fonctionnant avec des combustibles alternatifs, soutenir l'utilisation de la chaleur résiduelle de centrales nucléaires, après 2030 possibilité de remplacement des implantations utilisant le charbon par des petites ressources nucléaires de haute sécurité.

2.3.4. Extraction et traitement de ressources énergétiques primaires

Vision:

La sécurité énergétique de pays peut être effectivement renforcée par l'utilisation maximale de ressources énergétiques primaires du pays. La part de ressources énergétiques nationales sur le mixe énergétique tchèque est un avantage comparatif de la RT.

L'industrie d'extraction moderne, en cas d'accomplissement des limites d'émissions définies en conformité avec la législation de l'UE, minimise ses impacts sur l'environnement.

Buts:

Maximiser l'utilisation de ressources intérieures pour assurer la sécurité des livraisons. Dans le domaine de **charbon brun** écarter les barrières administratives non-systémiques entravant l'emploi économe de ses ressources indigènes (y compris le charbon derrière les limites écologiques régionaux – les mines ČSA et Bílina) et favoriser son utilisation pour le secteur de chauffage de la RT. Supporter l'exploitation maximale de mines de **charbon noir**, assurer la poursuite de l'exploitation de **minerai d'uranium** du pays et par l'ouverture de nouveau gisement assurer la continuité de savoir-faire dans l'industrie d'uranium national (investissements dans l'entreprise DIAMO, s.p.). Envisager la construction d'un établissement pour enrichissement d'uranium en RT (une plateforme européenne éventuelle).

2.3.5. Efficacité énergétique

Vision:

Accroître l'efficacité énergétique pour atteindre le niveau moyenne des pays-membres de l'UE et agir avec le but de couvrir l'accroissement de la consommation énergétique future provoqué par la croissance de l'économie et du niveau de vie de la population par les économies des énergies.

Buts:

Soutenir des procédés menant aux économies énergétiques, accroître l'effectivité lors d'extraction, de transport et de transformation de ressources énergétiques, assurer des économies de chaleur dans les bâtiments (2020 – bâtiments à basse consommation ou passifs), les électroménagers effectifs, les systèmes de distribution et le transport effectif, la recherche orientée vers l'efficacité énergétique.

2.3.6. Développement, recherche, innovations et éducation

Vision:

La recherche et le développement hautement innovateurs dans les domaines de l'énergétique et la machinerie énergétique sera un avantage comparatif clé de la compétitivité de l'énergétique et de l'industrie tchèque. La valeur ajoutée reposera plus dans la genèse de solutions innovatrices que dans les livraisons de machineries. Le système éducatif assurera le renouveau de la main-d'œuvre et de travailleurs qualifiés pour le secteur énergétique et pour son essor. Les disciplines techniques seront éminemment prestigieuses.

Buts:

Intégrer les scientifiques tchèques dans les activités et les projets internationaux, approfondir la coopération de la recherche fondamentale et appliquée, soutenir les projets et zones compétitives à l'échelle internationale. Renforcer la coopération de la recherche, de l'éducation, de l'administration de l'État et la pratique.

Rehausser l'intérêt pour les programmes universitaires techniques et assurer un niveau élevé de ses diplômés.

2.3.7. Machinerie énergétique et l'industrie

Vision:

Renforcer l'autarcie dans la fabrication des composées énergétiques par le développement continu de la machinerie énergétique et des branches enchainées pour accroître la sécurité et l'indépendance énergétique. Rétablir la position antérieure de la machinerie énergétique tchèque et profiter du potentiel procuré par les modernisations de l'énergétique dans le monde développé et son essor dans les pays en développement.

Buts:

Par le renforcement de l'autarcie dans la fabrication de composées énergétiques limiter les impacts de défaut supposé de capacités de production des grands producteurs mondiaux, rétablir la position de la machinerie tchèque sur le marché international, notamment dans ses territoires traditionnels (Amérique de Sud, Chine, Proche et Moyen Orient, Europe du Nord, Balkans), contribuer par ces exportations dans la balance des échanges de la RT, renouveler le potentiel dans le développement des ensembles technologiques.

2.3.8. Transport**Vision:**

Une approche hautement innovatrice au développement des moyens et des systèmes de transport favorise le développement durable du transport. Cette approche accentue le développement scientifique et technique et l'application de ses résultats dans le système du transport, l'accroissement des parts du transport combiné avec l'utilisation effective du transport ferroviaire et l'introduction de l'électricité dans le transport routier.

Buts:

Réduction importante de l'impact du transport sur l'environnement avec la baisse de sa demande énergétique, l'introduction rapide des innovations menant aux véhicules plus économes, à la baisse des émissions et à l'utilisation de combustibles alternatifs, le développement de l'infrastructure intelligente, l'expansion progressive du travail à domicile lié au développement de l'informatique, croissance de parts du transport commun au niveau national et régional.

2.3.9. Politique énergétique extérieure et les relations dans le secteur énergétique

Vision:

La politique énergétique extérieure effective, stable et crédible comme un instrument important pour la réalisation des buts de la politique énergétique tchèque et pour la satisfaction des intérêts énergétiques tchèques et réalisée dans le cadre de la politique extérieure de la RT.

Buts:

Formulation et réalisation de la politique énergétique claire, dirigé vers l'acquisition de livraisons énergétiques et le renforcement du rôle de la diplomatie énergétique, création de marché régionale d'électricité et de gaz naturel et accès des consommateurs finals sur ce marché, accomplissement de marché énergétique intégré dans l'UE, coordination efficace de la politique énergétique extérieure parmi les divers autorités d'État, moulurer la RT dans le cadre de l'UE vers les thèmes de la sécurité énergétique, énergie nucléaire et la région d'Europe de sud et de sud-est.

2.3.10. Autarcie énergétique, résistance et sécurité

Vision:

Obtention de niveau maximal de l'autarcie, résistance et sécurité énergétique en tant que capacité de l'énergétique de maintenir les livraisons énergétiques dans l'étendu nécessaire pour la survie de la population et le fonctionnement de l'infrastructure clé en cas de réduction ou de privation totale de commodités énergétiques de l'étranger et en cas de catastrophes naturels ou des attaques extérieurs. Sécurisation d'influence suffisante d'État sur l'avancement d'énergétique en RT.

Buts:

Assurer les livraisons énergétiques illimitées en cas de manquement de court et moyen-long terme et le minimum nécessaire de ces livraisons pour les manquements de long terme. Assurer la capacité suffisante de systèmes énergétiques locaux en cas de catastrophe naturel ou d'attaque terroriste.

3. La politique énergétique de l'UE

La politique énergétique était, pour les raisons purement stratégiques, la base même des début de la coopération européenne (Le traité de Paris, le traité d'Euratom en 1957). Pendant longtemps, elle était caractérisée plutôt par l'impossibilité d'être caractérisée. Il s'agissait de l'exemple classique de friction de conceptions supranational et international et en réalité aucune politique énergétique commune n'existait pas.

3.1. Les développements récents

Néanmoins, en ce début de 21e siècle, l'Europe est de plus en plus consciente de tous les changements économiques, sécuritaires, stratégiques et environnementales apparus. Malgré la manque de consensus, la politique énergétique reste le thème clé.

Actuellement, les motivations pour la coopération dans cette domaine commencent à se modifier un peu. Le secteur énergétique est une priorité pour l'UE pour trois raisons fondamentaux interconnectés. Le premier est la sécurité d'approvisionnement, puisque actuellement l'UE importe plus de 50% de sa consommation et cette tendance devrait s'accélérer à plus de 70% dans les 20 – 30 années à venir⁴. Le second est l'utilisation répandue de combustibles fossiles irremplaçables et l'impératif de soutenabilité. La troisième raison est le changement climatique et l'utilisation de combustibles à effet de serre lié avec.

3.2. Les piliers de la nouvelle-née politique énergétique de l'UE sont les suivants:

En **2008** la commission européenne a élaborée la deuxième analyse stratégique de la politique énergétique sous le nom de **plan d'action européen en matière de sécurité et de solidarité énergétiques**⁵ qui sert comme une conception énergétique fondamentale de la communauté.

Cette conception suit les grands objectifs de développement durable, de compétitivité et de sécurité de l'approvisionnement.

La sécurité énergétique

4 Source: <http://www.energy.eu/>

5 Source: http://europa.eu/legislation_summaries/energy/european_energy_policy/en0003_fr.htm

Pour accroître la sécurité énergétique ce plan propose cinq axes :

- Besoins en infrastructures et diversification des sources d’approvisionnement
- Relations extérieures dans le domaine de l’énergie
- Stocks de pétrole et de gaz et mécanismes de réaction en cas de crises
- Efficacité énergétique
- Exploitation optimale des ressources énergétiques indigènes de l'UE.

La compétitivité

Pour assurer la concurrence sur les marchés énergétiques, il faut réaliser le marché intérieure unique efficace, liquide et transparent. Ce marché doit donc être parfaitement interconnecté et les consommateurs doivent avoir la possibilité de changer à tout moment leur fournisseur. Cela est un même temps un élément important de la sécurité énergétique.

Le développement durable

Pour divers raisons, l'UE est le pionnier traditionnel de développement durable.

Les buts principales sont:

- l'augmentation de l'efficacité énergétique de manière a atteindre les économies de 20% par rapport aux prévisions pour l'année 2020, c'est à dire d'atteindre le niveau de 1990
- l'augmentation d'utilisation des énergies renouvelables de 20% en 2020 (13% pour la RT)
- l'augmentation des parts d'énergie des ressources renouvelables dans le transport de 10%

Sur ce champ, l'UE a établi une vision ambitieuse, qui est celle de diminuer les émissions de 80 – 95% par rapport à l'année 1990.

3.3. Traité de Lisbonne⁶

En décembre **2009** avec **entré en vigueur de traité de Lisbonne** une révolution est entré

⁶ Source: http://europa.eu/lisbon_treaty/index_fr.htm

dans la domaine de la politique énergétique européenne. Pour la première fois, la politique énergétique est définie dans un traité de droit primaire de l'Union Européenne. Dans l'article 176a, les compétences et les buts généraux de cette nouvelle politique sont définis. Ces buts devraient:

- assurer le fonctionnement des marchés énergétiques
- assurer la livraison certaine des énergies dans le cadre de l'UE
- promouvoir l'efficacité énergétique et les économies d'énergies, de même que le développement de ressources nouvelles d'énergies et des ressources renouvelables
- promouvoir l'interconnexion des réseaux énergétiques

Ils devraient être atteints en respectant le principe de solidarité des États-membres. En cas où un État se trouve en difficultés, les autres États lui aident à assurer les livraisons énergétiques nécessaires. Le traité de Lisbonne ne touche pas la compétence des États-membres de choisir leur propre mixe énergétique et les modalités des livraisons énergétiques. Le vote du Conseil européen sur les thèmes énergétiques sera effectué par la majorité qualifiée.

La politique énergétique tchèque suit les principes de celle de l'Union Européenne.

III. Discussion de la conception énergétique proposée

1. Divers propositions relatives aux instruments pour la réalisation de la CE

Tout d'abord, nous avons vu la CE de 2003 et nous avons présenté ses trois objectifs majeurs - la sécurité énergétique, l'indépendance énergétique et le développement durable. Ensuite, nous avons présenté son actualisation de 2010. Cette actualisation reflète certainement la nécessité de son accommodation. Nous ne voulons pas déterminer les cause de ces évolutions, mais nous devons en tout cas constater que le changement de perspective apparu dans ce document depuis 2003 est sensible.

En premier lieu, elle ne se contente pas de définir les principes fondamentaux. Elle définit les objectifs précis sans vraiment réfléchir sur leur ambiguïté éventuelle. Elle donne leur hiérarchie précise et elle est assez pragmatique – elle propose les moyens simples pour les atteindre. Mais ces moyens choisis relativisent les trois grands objectifs de sa prédécesseur. Dans la partie suivante, nous allons regarder ces moyens de plus près et signaler ceux qui peuvent être perçu comme contestables.

1.1. Le secteur électroénergétique

1.1.1. Le développement de réseau de distribution

Dans ce secteur, le but majeur est et son accélération. La conception accentue l'importance de secteur électroénergétique comme une base de la sécurité nationale et juge ce secteur clé pour le commerce international. Son développement est considéré comme un intérêt public et il est donc dans la compétence nationale (géré par le ministère pour le développement régional).

La CE mentionne la nécessité de **changements législatifs et administratifs** pour les cas des expropriations – pour qu'il n'aient pas d'effet suspensif. Elle propose aussi la révision de procédé EIA pour minimiser les interventions des groupements d'intérêt, pour mettre fin à leurs spéculations et aux abus (!) de droits.

Elle propose aussi la création de fonction de **commissaire d'État** pour les grands projets électroénergétiques. Ses compétence devraient porter dans le monitoring, la préparation de projet et le renseignement de gouvernement, il devrait aussi aider à établir les règles pour la compensation des externalités éventuelles.

Elle veut soutenir **la construction de nouveaux CN**. Pour cela, elle veut rapidement mener les négociations internationales indispensables et rendre plus effectives les procédés pour les constructions des **dépôts de déchets** nucléaires. actualiser les localités pour le développement des CN.

Nous avons vu, que l'objectif stratégique de la politique énergétique actuel qui est le développement du secteur électroénergétique est déterminé dans l'intérêt public. Pourtant ou peut-être voilà pourquoi nous devrions rester alertes. Le thème clé, ou même l'adjudication de la plupart de propositions précédentes sont l'effectivité et l'intérêt public. Et comme la RT n'est toujours pas une démocratie mure, il faut toujours rester vigilant vice-à-vis toute tentative de réduction de l'espace de discussion qui s'y sous-entend. Pour assurer que les sacrifices éventuels particuliers, inévitables pour parvenir à cet intérêt public, ne le prédominent pas. Et cette tendance de restriction de l'espace pour la légitime remise en question est d'autant plus dangereuse que l'Etat tchèque, de sa position de pouvoir, peut - par l'intermédiaire de changements de règles - assurer de ne pas pouvoir être inculpé de les avoir abusé.

1.1.2. Garantie de disponibilité de ressources primaires du pays

Pour l'atteindre la CN propose le renforcement de contrôle d'État sur les commodités énergétiques et abolition des limites écologiques régionales. Elle les considère comme un

élément non-systémique de protection de l'environnement et de la société. Elle propose aussi la modification de la loi minière et l'aménagement du territoire pour équilibrer les intérêts de sociétés et de propriétaires locaux et les intérêts de la sécurité énergétique de l'État. Cela implique que dans le cas des impacts locaux d'un projet, seuls les associations et personnes affectées directement pourraient bloquer ce procédé.

De plus, elle propose l'établissement des lois précis pour l'appréciation de terrains pour prévenir les spéculations et enfin fixer le charbon de nouvelles gisements pour l'utilisation prioritaire dans l'industrie de tchèque. La question se pose sur la conception et réalisation de telles régulations, puisque les entreprises de gisement de charbon sont les entreprises privées (OKD, a.s.).

1.1.3. Le renforcement du rôle de l'État

Notamment dans la réalisation des analyses du secteur énergétique et de la réalisation de la conception énergétique. Un équipe de spécialistes doit être établi (ministère de commerce et de l'industrie) et suggérer une conception de renouveau de vieilles implantations (en 2011). Un autre groupe de consultation permanent, représentant l'État et les entreprises électroénergétiques clés devrait être établi pour discuter entre autre les questions institutionnels, les privatisations éventuelles, l'attitude de la RT vers les propositions de l'UE ou les relations bilatérales.

1.1.4. Les ressources renouvelables

La CE veut garantir les conditions équitables pour leur soutien et établir les instruments de marché effectifs. En même temps, elle souligne la nécessité de leur conformité avec le fonctionnement sur et certain du réseau (par sa participation en mesure proportionné). D'après ces expressions, on peut se douter de la volonté réelle de soutien de ressources renouvelables. Si ce soutien était réelle, sur ce même place, on pourrait s'attendre plus à l'expression de soutien de qualité et de flexibilité de réseau ou d'accroissement de sa capacité d'accumulation qu'à la persistance sur les modes de fonctionnement vécus. Pourtant, comme nous avons vu précédemment, le véritable but est plutôt un accroissement significatif de l'électricité produite dont l'obtention à partir des ressources renouvelables est difficile.

Dans la suite, le document accentue la nécessité d'équilibre entre la satisfaction des obligations internationales et les frais de soutien des ressources renouvelables. Les prix

d'achat de l'énergie à partir de ressources renouvelables doivent prendre en considération les conditions réels de leur utilisation en RT. Il préfère le soutien des ressources renouvelables à partir de budgets hors le budget national. De l'autre côté, il prononce aussi l'importance de minimisation de leur impact sur les consommateurs finals. Cette intention est certainement louable. Pourtant, on peut se demander, pourquoi l'État fait prévaloir des projets énergétiques énormes (financés en grande partie à partir de budget national et finalement de même par nous, les consommateurs finals) avec les impacts douteux, à la place d'encouragement de projets basés sur les renouvelables.

Plus loin, le document nous explique que le clef est leur effectivité économique à la quelle les procédés décisifs de leur construction et exploitation doivent insister. Il faudrait donc, pour obtenir le résultat fiable, préciser les mécanismes ou les formules de calcul de cette effectivité dans le long terme, dont surtout examiner le degré d'appréciation des externalités.

1.1.5. L'infrastructure électroénergétique

Le but de la CE est de proposer un plan d'investissement dans le réseau de distribution et motiver le secteur privé à la participation financière dans ces investissements. Elle veut promouvoir l'établissement de mécanisme unique de financement de projets d'infrastructure transeuropéenne et l'introduction de tarif unique pour la transmission transfrontalière. En même temps, elle veut renforcer le poids de codes de distribution d'électricité et préciser les paramètres indicatifs de fiabilité et d'exploitation des réseaux. Créer, en coopération avec d'autres pays de la région, une plateforme pour l'intégration des marchés de l'électricité et trouver une forme efficace d'implémentation coordonnée de principes trouvés dans les législations nationales.

Outre ces efforts, elle veut augmenter les standards d'exploitation de grandes implantations utilisant les combustibles fossiles et établir **le rôle stabilisant de centrales thermiques** lors de la croissance des parts des ressources renouvelables et rehausser les standards d'efficacité des établissements thermiques.

1.2. L'industrie gazière, le transport et le raffinage de pétrole

D'après la CE, les exigences pour **les stocks de secours de pétrole** devraient être couverts

par la participation accrue de secteur privée (complétés par les instruments de monitoring et de coercition efficaces dans la responsabilité de l'État). La part de produits pétroliers dans les réserves nationales de secours devrait être élargie.

Sinon, il faut promouvoir la construction de réservoirs de secours **de gaz naturel** par les entreprises privées et la création du milieu concurrentiel pour l'accès à ces réservoirs.

Il faut aussi soutenir la construction d'**interconnexions d'oléoducs** tchèques et allemands, et d'autres pays voisins. Assurer la rapidité de procédés administratifs et aider à *l'accès* des investisseur aux terrains nécessaires en cas d'urgence par les procédés d'expropriations. Assurer le soutien directe et indirecte de construction des gazoducs Gazela et Opal.

1.3. Technique du chauffage

Il faut soutenir la production combinée de la chaleur et de l'électricité. Au-delà, il faut augmenter l'efficacité lors de combustion de charbon – pour les motifs inconnues, la CE souligne que surtout de charbon du pays. Sinon, elle conseille la construction de nouveaux établissements de production centralisée de la chaleur (notamment ceux susceptibles d'utiliser des combustibles alternatifs) et la transition de petits et moyennes établissements d'approvisionnement en chaleur vers l'utilisation de la biomasse, du gaz naturel ou de leur combinaison. Ensemble avec la production de chaleur, il faut soutenir la production décentralisé de l'électricité.

Pour l'année 2030, la CE prévoit la possibilité assez futuriste de remplacement des implantations utilisant le charbon par les petits ressources nucléaires de haute sécurité.

1.4. L'extraction et le traitement de ressources énergétiques primaires

Ajuster les modalités de règlement des biens entre les entreprises d'exploitation et les propriétaires de l'immobilier dans les localités affectées. Pour les cas de litiges, elle prévoit un mode de solution assez contestable, basé sur le déblocage de terrains et seulement après la solution de conflit. Pour protéger l'industrie minière, la CE requière que la législation soit élaborée avec égard aux intérêts de cet industrie. Au-delà, pour faciliter les décisions des entreprises minières le procédé EIA doit être utilisée aussi pour les projets supérieurs a 20 ans et du reste, elle propose soutenir les activités extérieures des

entreprises minières tchèques.

1.5. Efficacité énergétique

Cette efficacité devrait être atteinte grâce aux instruments directs (les subventions de programme actuel « Zelená úsporám », pour les pompes thermiques), au Plan d'action national pour les économies énergétiques dans les divers secteurs économiques de même que par les instruments indirects – internalisation des externalités par intermédiaire de la réforme écologique de l'impôt (concernant aussi les prix de l'électricité et de la chaleur, tout en respectant le principe de la neutralité fiscale). Sinon, il faut stimuler la consommation effective des consommateurs (par la diffusion de débitmètres intelligents, étiquettes sur l'électroménager) et inscrire les principes d'efficacité énergétique dans les lois sur la construction.

1.6. Développement, recherche, innovations et éducation

Dans cette partie, l'instrument clé est la garantie de ressources financiers pour ce secteur. Pourtant, malgré la participation de l'État aux bénéfices significatifs des entreprises électroénergétiques, les finances dans ce secteur essentiel manquent constamment.

1.7. Machinerie énergétique et l'industrie

Il faut diriger les ressources financiers dans la recherche énergétique hautement innovatrice, soutenir les exportations des ensembles énergétiques (en s'appuyant éventuellement sur les programmes de coopération au développement) et la capacité exportatrice des entreprises tchèques.

1.8. Le transport

Il faut promouvoir les biocarburants, dès leur disponibilité aussi les biocarburants de la seconde génération. Il faut aussi préparer le plan national de développement de l'électromobilité et rendre plus sévères les limites des émissions de voitures. D'ailleurs, il faut promouvoir le transport en commun effectif et investir dans l'infrastructure routière et

ferroviaire de base et créer les conditions pour la prolifération de combustibles alternatifs.

En réalité, jusqu'à présent, le transport ferroviaire perd lentement ses positions. En plus, l'Etat tchèque ne semble pas très favorable à sa croissance réelle et plutôt aggrave l'entrée des entreprises privées susceptibles d'attirer de nouveaux passagers dans ce secteur.

1.9. La politique énergétique extérieure et les relations dans le secteur énergétique

Ces relations doivent strictement correspondre avec la CE et les documents relatifs.

L'activité de la RT dans le cadre de l'UE sera orientée surtout vers la formulation de la politique énergétique commune basée sur l'accès libre et ouvert vers les ressources, transfert et réseaux de distribution énergétiques, sur la diversification de routes de ressources énergétiques primaires et l'accès vers ses capacités et mettra l'accent sur le principe de la solidarité. Autre aspect important sera la terminaison de la libéralisation de marché énergétique et l'introduction de mécanismes communs de financement de réseaux de distribution.

Dans le cadre de la coopération international, la RT fera entre autre partie dans l'Agence énergétique internationale et la Charte énergétique. La RT soutiendra l'élargissement de réseaux de distribution dans la région de la Méditerranée, de la mer du Nord et d'Europe de l'est à condition de la garantie de paramètres de leur fidélité. S'orienter au soutien de marché d'électricité dans l'Europe de l'est.

Au niveau régional et bilatéral s'appliquer à la création d'un forum intergouvernemental des pays d'Europe centrale pour l'intégration de marché d'électricité et de gaz naturel, suivie par son institutionnalisation. Dans le cas d'intégration de réseaux de distribution promouvoir l'importance de postes tchèques au niveau pécuniaire.

1.10. Autarcie énergétique, résistance et sécurité

Cette autarcie devrait être atteinte par l'accommodation de la législation aux changements de la sécurité énergétique, par l'exigence de capacité accrue de réservoirs de divers commodités énergétiques et de l'indépendance des systèmes énergétiques régionaux.

1.11. Autres instruments pour la réalisation de la CE:

- Le système intégré pour la protection de l'environnement – IPPC (la prévention et la réduction intégrée de la pollution, BAT (l'utilisation des meilleurs technologies disponibles).
- Les droits à polluer
- Les statistiques et les analyses énergétiques
- L'harmonisation de la CE nationale avec les CE régionales
- La popularisation de l'énergétique et de la CE

2. Les controverses majeures

Les deux thèmes suivants représentent deux controverses majeures émanant de l'orientation future possible de secteur électroénergétique et son utilisation des ressources de pays. Dans ce contexte, il faut mentionner que la région de la Bohême du nord a longtemps était passionnée et rattachait sa relance avec la vision de la CN de Temelin. Les habitants de la Bohême du sud le comprenaient mais étaient beaucoup moins passionnés. Maintenant, après une longue période d'intérêts opposés, les deux camps se retrouvent sur le même front des menacés.

2.1. Les centrales thermiques

Les centrales thermiques pour la production de l'électricité et de la chaleur devraient rester un élément fondamental de mix énergétique de la RT. Le maintien de ce rôle implique la dérogation des limites régionales de l'extraction du charbon. Cela, avec les expériences passées de la RT dans ce domaine, serait pour divers raisons une décision obscure.

L'extraction de charbon

- **Les limites régionales de l'extraction**

Ces limites, établis en 1991 ont voulu mettre fin a la pratique communiste de l'extermination de communes situées sur les gisements de charbon (300 communes

perdues)⁷. Ils ont été une sorte de compromis entre les entreprises minières et les habitants de communes situées sur les gisements de charbon. Ils ont établi les extrêmes possibles des mines et ils ont garanti l'inviolabilité de ses frontières. Leur dérogation met en danger les communes Horní Jiřetín (578 maisons, 779 appartements)⁸ et Černice (89 maisons)⁹.

– **Influence d'extraction de charbon sur l'environnement**

De l'époque du communisme, nous avons un dessin éloquent des impacts de l'extraction de charbon sur l'espace environnant les mines. Ces impacts se trouvent au niveau de la destruction des communes touchées, du déracinement de leurs habitants suite aux expropriations au nom de l'intérêt public et de la dégradation du niveau de vie dans les communautés environnantes.

Ils se répercuteraient aussi dans les modalités de fonctionnement de la région entière – elle serait stigmatisée pour les décennies à venir - au niveau environnemental, démographique, social et économique.

L'impact de fonctionnement de centrale thermique sur l'environnement

– **Émissions et stockage de CO2**

Même si les émissions de CO2 ont diminué de manière considérable, nous ne devrions pas en être satisfaites. Malgré tout, une partie est émise et le reste est capturé. De plus, ce CO2 capturé doit être stocké. Cela implique la nécessité de construction de son dépôt. La technologie actuelle prévoit son stockage dans les espaces rocheux. Mais les impacts réels de cette technologie sont douteux. À côté d'engorgement et de dégradation du milieu rocheux susceptible pour la construction de centrales géothermiques, ces dépôts risquent de dégrader la qualité des eaux souterraines.

2.2. Les centrales nucléaires

Les centrales nucléaires devraient devenir la base de l'essor du secteur électroénergétique

7 Source: <http://www.duha.cz>

8 Source: ČSU

9 Source: ČSU

en RT. Les hommes influent de la RT s'expriment en général en faveur de l'élargissement de leur capacité de production. Dans la région de la Bohême du sud, le journal édité par la société ČEZ essaie de montrer Temelin comme un défi et comme une chance pour le renouveau et l'emploi dans la région. ČEZ, a.s. organise et subventionne de nombreuses activités culturelles et sportives dans les villes et villages environnantes. Et il semble que les rangs de ses protecteurs s'élargissent également dans les régions affectés. Voilà pourquoi il est utile de nous rappeler les cotés opposés de ce projet.

– **Promis qui n'ont jamais été réalisés:**

Tout d'abord, il faut faire revivre les promesses apparus lors de la construction de la centrale nucléaire actuelle. Les arguments pour sa construction ont été nombreux, parmi les plus convaincant nous pouvons mentionner celui réutilisé aujourd'hui - de la perte d'autarcie de la RT dans la production de l'électricité. Les suivants concernaient la baisse des prix de l'électricité suite à la mise en marche de la CN de Temelin (et la promotion de plaques chauffantes à l'électricité) ou la garantie de l'emploi et de développement à la région. Toutes ces promesses ont peu à peu montré leur fausseté.

– **Influence d'extraction des minerais d'uranium sur l'environnement:**

En RT le minerai d'uranium est extrait par voie chimique à l'aide de l'acide sulfurique. Ce type d'extraction a des effets ultranégatifs sur l'environnement, notamment sur la qualité des eaux souterrains (leur empoisonnement). Les travaux de décontamination sont extrêmement coûteux et sont loin d'être en mesure de restaurer la qualité d'environnement original. De plus les nouveaux gisements ont un rendement de moins en moins important (et la réévaluation de leur ouverture est inspirée plutôt par la vision de la possibilité de hausse des prix d'uranium), leur extraction est donc plus difficile et ses effets négatifs sont par conséquent plus importants (exhalations de CO₂, contamination par l'extraction chimique). Il est donc assez discutable de parler de l'énergie nucléaire comme de ressource propre et écologique.

Autre aspect important lié avec les gisements d'uranium est la nécessité de son purification dans les bassins de clarification et l'accumulation de résidu radioactive. La radioactivité de ces résidus ne dépasse pas les limites établis. Pourtant, il est discutable de croire absolument à la validité de divers limites. Premièrement puisque les limites de tout genres varient pour divers individus, deuxièmement puisque les limites hygiéniques tchèques sont

dix fois moins sévères que p.ex. les normes allemandes et enfin puisque la culture et la précaution des individus n'est pas considéré comme un élément important et donc n'est souvent pas suffisante.

– **Influence de fonctionnement de CN sur l'environnement:**

Il s'agit notamment de la création de déchets radioactives suivie par l'obligation de créer leur dépôt . Il faut trouver un espace correspondant à des nombreuses exigences, ensuite – par divers instruments - réussir à persuader les communautés environnantes. En cas de l'établissement de dépôt, la région environnante va perdre divers aspects de son attractivité.

– **Risque d'accident:**

Ce risque existe toujours - les conséquences de telle événement aurait des dégâts inestimables. Au niveau environnementale, économique (ils ne peuvent pas être assurés) et psychologique (ils remettraient en question tout l'énergie atomique – ce qui serait quand-même une leçon trop couteuse).

– **Coté financière:**

Il s'agit de projet énormément couteux, puisqu'il faut calculer avec les couts de la recherche, de la construction, de maintient, d'opérateurs et de leur formation, de dé-construction et de la sauvegarde de déchets pour les milliers d'années à venir (illusoire de penser que par la réutilisation de déchets, on leur enlève une partie importante de leur radioactivité). En plus, il serait juste de calculer aussi la perte de valeur des immobiliers et d'attractivité touristique dans les alentours des CN tchèques géants.

Il s'agit de projet sur très long terme et il est difficile de deviner comment les sociétés et le secteur énergétique vont évoluer entretemps. Comme nous ne pouvons pas prévoir et deviner la demande énergétique futur, il s'agit donc du projet avec (entre autres) le risque de rentabilité.

– **Questions morale:**

Il semble que de plus en plus de tchèques est favorable à l'énergie nucléaire et - d'une manière absurde - la considère comme une forme d'énergie soutenable. Mais la question fondamentale se pose toujours: « Avons-nous le droit d'utiliser cette énergie que nous ignorons bien maîtriser? ». Cette question n'est probablement pas à l'ordre de jour, puisque les hommes, au fur et à mesure, semblent perdre toute humilité.

3. Reprise et rehiérchisation de la CE

Le liste précédant ne peut que nous pousser à nous demander, pourquoi la CE tchèque veut faire valoir tout cela? Vu les éventualités mises en jeu, nous devons nous demander s'il s'agit véritablement de l'intérêt publique.

Jusqu'à présent, nous avons vu les priorités stratégiques de la CE de la RT et les principes et les instruments pour son exécution. Nous avons esquissé ses points forts de même que certains points litigieux. Maintenant, nous allons tenter de changer de paradigme. Reprendre les divers points et les réévaluer, pour voir si leur hiérarchie présentée par la CE est vraiment la meilleure possible et éventuellement suggérer des propositions alternatives.

3.1. Le maintien de la stabilité, de la sécurité et de performance du secteur énergétique tchèque

La priorité stratégique du secteur énergétique tchèque est le maintien de sa stabilité, de sa sécurité et de sa performance. Il est indiscutable que cette cible est correcte et pertinente, c'est alpha et oméga de toute fonctionnement de l'État. Pourtant, comme nous avons vu les entraves éventuelles de la CE, nous pouvons et devons remettre en cause les principes et les instruments choisis pour sa mise en œuvre.

D'après la CE tchèque, la condition fondamentale pour l'obtention de cette stabilité et sécurité est le maintien du réseau d'électricité excédentaire couvert par les ressources de pays. Il est incontestable que la controverse majeur se trouve précisément dans l'orientation à un accroissement de capacité de secteur électroénergétique. Il est hors chance et hors intérêt de ce travail de trouver pourquoi justement le réseau d'électricité excédentaire doit devenir l'avantage comparative majeur de la RT. Il suffirait de garder sa qualité, nous avons vu qu'il n'est pas nécessaire de rehausser sa capacité.

3.1.1. Le développement durable – la subordination de l'économique

Dans une optique différente, ces grands impératifs peuvent être atteints également. En plus, cette optique respecterait un impératif encore plus important qui est le développement durable.

Le développement durable est une notion actuelle. Pourtant, il ne faut pas la considérer

pour être profanée. C'est une alternative au développement de la société humaine qui rendrait possible le développement contemporain et futur de l'individu et de la société, sans compromettre l'existence prochaine de la civilisation humaine sur la Terre.

Le modèle industriel contemporain de développement se révèle de moins en moins soutenable. Il ruine les bases-mêmes de notre civilisation et menace non seulement son existence future, mais aussi son fonctionnement actuel. La cause fondamentale d'un tel état de choses repose sur une mauvaise définition de la hiérarchie entre la nature et la sphère économique. Cette vision déformée, où l'économique est prépondérant par rapport à tous les autres aspects du milieu humain est, entre autres, l'héritage du modèle industriel capitaliste. Suivant ce modèle, pendant de longues années, la société a utilisé l'environnement en supposant que les ressources naturelles sont disponibles en quantité illimitée et aussi que les résidus de fabrication et de consommation peuvent être rejetés dans la nature en quantité illimitée, car la capacité de régénération de celle-ci lui permet de les assimiler.

Dans ce contexte, il est intéressant de mentionner la pensée d'Herman Daly, un des fondateurs du courant de l'économie écologique. D'après lui, le monde a subi une transition – celle du monde „vide“ au monde „plein“. Dans le premier, c'était l'homme et le capital créé par lui qui étaient les facteurs limitants du développement économique, le capital naturel étant abondant. Par contre, dans le monde „plein“, c'est justement le capital naturel et les services fournis par l'écosystème qui sont devenus rares et limitants pour l'homme. Et c'est le moment, où il faut se rendre compte de la vraie relation – celle de la subordination de l'économie par rapport au système naturel - et essayer de la refléter aussi dans notre comportement économique.

Malheureusement, ce changement fondamental de la perception du monde est assez difficile à réaliser. Il est vrai que ces derniers temps, au moins dans les pays développés, suite à certains phénomènes climatiques inédits, nous sommes témoins d'une transformation de l'opinion publique concernant les questions environnementales. Les gens commencent à s'inquiéter pour leur environnement et à comprendre la nécessité de changer leurs priorités. Cependant, ce déplacement n'est pas universel ni suffisant. Il semble que le seul véritable argument pour subir une telle transformation, spécialement en RT, est économique. Les hommes sont habitués et soutenus à garder leur caractère égoïste et - au début - un changement effective de leur perception du monde ne peut venir qu'en faisant

appel à ces qualités.

Dans ce contexte, il faut souligner que le concept de développement durable ne mette en aucun cas en opposition la qualité de vie des individus et de la société. Il signifie plus la redéfinition que la perte de qualité et la conscience de notre subordination à la nature et de la nécessité de notre coopération avec elle.

3.1.2. Le potentiel des économies

La base de cette stabilité seraient les économies. Au niveau plus universel, les économies sont un instrument à la fois efficace et élégant pour résoudre ou soulager la majorité des fléaux du monde. Il est toujours plus efficace de réussir quoi que ce soit par une réduction ou un enlèvement que par une addition. Maintenant, nous allons regarder de plus près les économies énergétiques possibles et accessibles, puisque le potentiel des économies énergétiques en RT est énorme. Mis à part leur efficacité, l'autre indicateur essentiel pour leur mise en œuvre est la vitesse avec laquelle ils sont susceptibles de réduire de manière significative la consommation énergétique.

3.1.2.1. Les ménages

Les résultats presque instantanés peuvent être obtenus dans le secteur de ménages. En RT les ménages et les services consomment presque un tiers de toute énergie produite. Dans ce secteur, l'énergie peut être économisée par trois voies majeures – par la promotion de la prolifération d'électroménager et de comportement économe, dont notamment la baisse de température intérieure habituelle (la température de 20°C dans les ménages et de 24°C dans les bureaux est ancrée dans les normes tchèques « ČSN¹⁰ »).

Dans le climat de la RT la ressource la plus importante des économies représente la réalisation des calorifuges. Il est estimé que vers 75% de toute énergie consommée par ce secteur est utilisée en hiver pour le chauffage. (De plus, la réalisation de calorifuge réduit la nécessité de climatisation en été.) En ce qui est des nouvelles constructions, il est intéressant que l'exigence moyenne en énergie de bâtiments actuellement construits oscille autour de 120kWh/m²/an. En même temps, il est possible de construire les bâtiments dans le standard « passif » de consommation de 15kWh/m²/an. Le problème est que leur

installation est coûteuse. La construction de maisons « passifs » est toujours trop peu populaire et le calorifuge - pour nombreux ménages - représente un investissement inabordable. Le programme actuel de ministère de l'environnement tchèque « Zelená úsporám » cible, entre autres, justement ce phénomène. Les subventions sont un moyen convaincant et efficace et les économies dans ce secteur sont donc un même temps le plus rapidement réalisables. Cependant, le budget de ce programme est assez modeste et il n'est pas en mesure d'assister à la partie décisive de bâtiments. Comme l'intérêt de ménages est important, le gouvernement devrait en bénéficier. Essayer d'orienter le maximum des finances supplémentaires dans ce programme et ne pas se bloquer par les moyens gagnés par la vente de crédits d'émissions redondant de Kyoto. Ainsi, avec la sévérité accrue de normes de (ré)constructions, les références de l'UE pourraient être atteinte beaucoup plus tôt, les 30% en 2030.

3.1.2.2. Le transport

Autre grand consommateur de l'énergie est le transport. On peut s'attendre que la modification de comportement dans ce secteur sera beaucoup plus malaisée et lente. Dans ce cas, même si nous déterminons et subventionnons des modes de transport économes, nous ne pouvons pas nous attendre à un changement de comportement sensible. Il faut d'abord changer la perception de qualité et surtout de l'image de divers modes de transport (notamment des transports en commun) auprès de voyageurs. D'un trait, il faudrait créer les conditions pour l'émancipation de modes de transport en commun, injustement méprisés (c'est-à-dire refondre complètement une de bases de la stratification sociale), p.ex. par la facilitation de la concurrence. Dans le long terme, il serait préférable d'agir sur et d'amoindrir le statut de voyage en tant que passe-temps relativement bon marché et prestigieux.

Au contraire, il serait favorable de créer des conditions propices pour minimiser la nécessité des transport pour permettre le développement des économies régionales. Au niveau de marchandises, par la préférence de produits régionaux et au niveau de personnes par l'encouragement de travail à proximité ou à domicile. Il semble que la décentralisation qui s'y sous-entend, peut être un vecteur de la création d'une nouvelle société. Elle peut mener à l'accroissement de l'autarcie régionale, de certain degré de son autonomie ainsi qu'au développement qualitatif de la démocratie.

3.1.2.3. Le secteur industriel

Le troisième grand consommateur de l'énergie est le secteur industriel. La RT est traditionnellement le pays industriel et elle en est fière. Cependant, elle se trouve à la queue de l'UE dans l'efficacité énergétique exprimée par l'indice de l'intensité énergétique (le ratio entre la consommation intérieure brute d'énergie et le PIB). Cette position est certainement partiellement causée par cette orientation industrielle, l'autre part est causée par sa manque de volonté et d'initiative propre. Par conséquent, comme les autres pays industriels de l'Europe démontrent, les économies dans ce secteur peuvent atteindre au moins un tiers de consommation actuelle.

Pour le long terme, il faut encore une fois changer de perspective. Il est fort probable que la RT ne sera pas éternellement le pays de constructeurs automobiles. Non seulement en raison de la concurrence de la main-d'œuvre ou de cerveaux moins chers. Cela pourra être causé tout aussi bien par l'inutilité de la main-d'œuvre suite à l'automatisation ou/et à la baisse significative de la demande industrielle causée par la réévaluation et le changement des modes de vie. En même temps, malgré les efforts de le faire revivre, l'industrie lourde et notamment nucléaire n'est pas soutenable et il sera exposé à la cour aux innovations du monde entier. L'avenir proche du secteur énergétique se trouve certainement plus dans l'exploitation de formes d'énergie plus fines et il serait erroné de diriger la majorité de moyens au développement du secteur aussi peu perspectif.

3.1.3. Le potentiel de la recherche

L'État devrait promouvoir par tous les moyens possibles la recherche et le développement des innovations. Mais contrairement à sa volonté de renouveau et donc de conservation de modes de fonctionnement actuels, il devrait créer un milieu concurrentiel pour pouvoir diriger ses moyens vers le soutien de la recherche de pointe. Dans leur cadre, il devrait notamment soutenir les nouvelles branches industrielles.

Parallèlement, il devrait créer les conditions pour le développement des initiatives par les enthousiastes individuels. Souvent, les innovations des amateurs de divers domaines – notamment les domaines « pratiques » comme par exemple le bâtiment – réussissent à trouver les solutions innovatrices efficaces et appropriées et sans exigence à budget de l'État.

3.1.4. L'interconnexion de réseaux

L'interconnexion de réseaux d'électricité au niveau européenne serait certainement un moyen idéal pour se procurer la quantité et la fiabilité maximale de l'énergie tout en respectant les impératifs de la protection de l'environnement. Cela pourrait certainement devenir aussi un argument pour le maintien de la coopération européenne et un important vecteur de son réalisation.

3.1.5. Le soutien de sources renouvelables

Le développement et l'encouragement de sources renouvelables accompagné par le développement de réseaux de distribution permettra d'atteindre la majorité des objectifs de la CE sans en compromettre un seul. Il serait en mesure d'assurer la quantité décisive d'énergie sûre et certaine, à partir de ressources de pays, aux prix abordables. Cette énergie serait produite de manière décentralisée, pourrait être disponible pendant les temps de crises et - à la différence de toute autre moyen - pratiquement sans impact négatif sur l'environnement.

Un grand prémisses pour leur développement sensible est leur essor quantitatif et surtout le développement qualitatif de réseaux de distribution au niveau européen. Pourtant, il semble que pour la RT cette évolution n'est pas une priorité.

CONCLUSION:

Dans ce travail, nous avons essayé de nous orienter dans un sujet vaste – celui de la politique énergétique tchèque. Dans la première partie de ce travail, nous avons présenté la situation énergétique tchèque dans le contexte international et l'approvisionnement du pays et de ses secteurs économiques par divers commodités énergétiques. Nous avons étudié le degré de la dépendance énergétique. Nous avons observé que pour les livraisons en pétrole et en gaz naturel, l'économie de la RT est complètement dépendante par rapport à certains pays producteurs ou transitaires instables et elle est dépendante aussi des livraisons de combustible pour ces centrales nucléaires.

Par contre, la RT possède des réserves importantes de combustibles solides. Elle dispose

aussi d'énormes potentiels dans l'exploitation de ressources renouvelables, notamment de la biomasse qui sont de plus en plus utilisées. Pourtant, leur exploitation plus large semble être bloquée par une certaine volonté de conservation de status quo existant, basé sur l'exploitation des grandes implantations et sur la production centralisée de l'électricité.

La suite présente la politique énergétique de la RT telle qu'elle est ancrée dans les documents stratégiques et notamment dans la présentation de la proposition de la nouvelle stratégie de février 2010. Ce nouveau document présente les priorités de l'État pour le long terme. Il reconnaît les propositions de l'UE mais sa priorité réelle reste le développement de l'autosuffisance énergétique. Celle-ci doit être atteinte en premier rang par le développement du secteur électroénergétique. En premier lieu paradoxalement, malgré la nécessité d'importation du combustible nucléaire, par l'accroissement de capacités des centrales nucléaires. En second lieu par l'exploitation du maximum de combustible solides avec tous ses points litigieux.

Il s'ensuit que l'intérêt réel est plus la préservation de la production centralisée de l'électricité à partir de quelques grandes implantations que la ferveur pour la création d'un réseau qui rendrait possible la prolifération de sa production à partir des implantations indépendantes et de sources renouvelables.

Dans la dernière partie, nous avons présenté les instruments proposés pour la réalisation de la conception énergétique. Enfin, nous avons accentué ses points contestables et nous avons essayé de démontrer que la forme actuelle de la conception énergétique est un projet qui prête à discussion.

Du point de vue du développement soutenable, sa reformulation et la hiérarchie alternative de ses objectifs seraient certainement plus appropriées. Dans ce contexte, il faut souligner surtout l'importance du changement de perception et de conception du secteur énergétique qui est la base du système économique entier. Celui-là est depuis longtemps dénoté comme insoutenable ce que, ces derniers temps, personne ne peut ignorer. Et comme le mode de fonctionnement du secteur énergétique est une condition fondamentale pour le mode actuel de fonctionnement de l'économie, c'est justement la mutation de la conception de l'énergie qui pourrait et devrait devenir le promoteur de sa transformation.

Il serait certainement utile d'être à l'écoute par exemple des rapports d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et d'essayer de les fidéliser dans les

documents stratégiques aux niveaux communautaires et nationaux. Non pour se conformer à une phraséologie de développement soutenable, mais pour le charger de signification pour chaque individu. Puisque sans compréhension et participation consciente de toute un monde d'individu, il ne peut jamais se transformer en réalité.

RÉSUMÉ EN FRANÇAIS

La politique énergétique de la république tchèque d'après la conception énergétique nationale proposée en février 2010

Au cours des dernières années, la politique énergétique, comme la base de fonctionnement de la société contemporaine est devenue le mot d'ordre du jour des hommes politiques. Dans ce travail, nous avons essayé d'examiner la politique énergétique contemporaine de la République tchèque et surtout sa formulation futur possible.

Dans la première partie de ce travail, nous avons présenté la situation énergétique tchèque dans le contexte international et l'approvisionnement de la RT et de ses secteurs économiques par divers commodités énergétiques. Nous avons étudié le degré de la dépendance énergétique en analysant ses fournisseurs. Nous avons observé que pour les

livraisons en pétrole et en gaz naturel, l'économie de la RT est complètement dépendante par rapport à certains pays producteurs ou transitaires instables et elle est dépendante aussi des livraisons de combustible pour ces centrales nucléaires. Par contre, la RT possède des réserves importantes de combustibles solides et dispose d'énormes potentiels dans l'exploitation de la biomasse.

Ensuite nous nous sommes concentrés sur la présentation de la politique énergétique de la RT telle qu'elle est ancrée dans les documents stratégiques et notamment dans la présentation de la proposition de la nouvelle stratégie de février 2010. Ce nouveau document présente les priorités pour le long terme. Il reconnaît les propositions de l'UE mais sa priorité réelle reste le développement de l'autosuffisance énergétique. Celle-ci doit être atteinte en premier rang par le développement du secteur électroénergétique dont paradoxalement, malgré la nécessité d'importation du combustible nucléaire, notamment par l'accroissement de capacités des centrales nucléaires. Un autre principe important est l'exploitation du maximum de combustible solides avec tous ses points litigieux.

Dans la dernière partie, nous avons présenté les instruments proposés pour la réalisation de la conception énergétique. Enfin, nous avons accentué ses points contestables, nous avons essayé de démontrer que la forme actuelle de la conception énergétique est un projet qui prête à discussion et nous avons essayé de démontrer que la hiérarchie de ses priorités est erronée. Notamment du point de vue du développement soutenable, sa reformulation et la hiérarchie alternative de ses objectifs seraient vraisemblablement plus appropriées.

RESUME EN TCHEQUE

Česká energetická politika a návrh české energetické koncepce z února 2010

Tématem diplomové práce je v současnosti velmi aktuální energetická politika ČR. Především pak aktuální návrh české energetické koncepce z února 2010, jako její možné budoucí vyjádření.

Úvod práce popisuje současnou energetickou situaci ČR. Nastiňuje současnou energetickou situaci v České republice, využívání jednotlivých energetických surovin a závislost jednotlivých sektorů hospodářství na různých energetických komoditách a dodavatelích.

Druhá část práce podrobněji představuje institucionální rámec energetické politiky v rámci Evropské unie a v České republice. Největší prostor je věnován představení aktualizovaného

znění státní energetické koncepce z února 2010 a především jednotlivých priorit energetické politiky v této oblasti. Tento návrh klade na první místo dosažení energetické soběstačnosti, které má být dosaženo zejména rozvojem elektroenergetiky. Jejím základem se mají stát modernizované uhelné elektrárny využívající zásoby uhlí v současnosti zapovězené územními regionálními limity těžby a neméně sporné jaderné elektrárny.

Ve třetí části jsou podrobněji představeny způsoby a nástroje realizace této koncepce. Mezi nimi je kladen důraz zejména na ty, které jsou z různých důvodů kontroverzní. Dále je volba jednotlivých priorit a zejména jejich hierarchie problematizována a v závěru jsou nastíněna možná alternativní řešení.

V obecné rovině je cílem práce upozornit na důležitost změny vnímání a koncipování energetiky, jakožto základu celého ekonomického systému. Ten byl již dlouho mnohými označován jako neudržitelný a v poslední době tuto skutečnost nemůže ignorovat snad nikdo z nás. A protože způsob současného fungování energetiky je jedním z předpokladů současného fungování světové ekonomiky, právě změna v koncepci energetického sektoru by mohla a měla být iniciátorem jeho změn.

Výsledkem práce je analýza současného návrhu energetické koncepce, upozornění na určité sporné body, možná úskalí a dopady v případě jejího schválení a praktického zavedení. Nakonec jsou navrženy možné změny založené na odlišném přístupu k této problematice.

LISTE DES RESSOURCES

Ouvrages théoriques:

BAUMOL, W. J., OATES, W. E., *The theory of environmental policy*, New York: Cambridge University Press, 1975

BODANSKY, D. *The Kyoto Protocol: Bonn Voyage*. In: *International Politics: Enduring Concepts and Contemporary Issues*, Robert J. Art et Robert Jervis (ed.), New York: Longman, 2003.

BROWN, L.R. *Eco-economy. Building an Economy for the Earth*, New York: Earth Policy Institute, 2001. ISBN 0-393-32193-2

DALY, E. H., FARLEY, J. *Ecological Economics - Principles and Applications*, Washington: Island Press, 2004. ISBN 1-55963-312-3

KLINEC, I. *Zelené myslenie, zelená budúcnosť. Alternatívne ekonomické a sociálne teórie*

podporujúce smerovanie k udržateľnému rozvoju (Študijné texty – Pracovná verzia), Olomouc: Centrum interdisciplinárnych štúdií Univerzity Palackého, 2005.

MEZŘICKÝ, V. *Environmentální politika a udržitelný rozvoj*, Praha: Portál, 2005.
ISBN 80-7367-003-8

PAŇUŠKIN, V., *Michail Chodorkovskij – vězeň ticha*, Brno: Vakat, 2007.
ISBN 978-80-903815-0-6

SIMON, J.L. *The Infinite Supply of Natural Resources*. In: *International Politics: Enduring Concepts and Contemporary Issues*, Robert J. Art et Robert Jervis (ed.), New York: Longman, 2003.

Autres sources:

Le gouvernement de la RT, ENERGETICKÁ POLITIKA (schválená usnesením vlády ze dne 12. ledna 2000 č. 50)

Le gouvernement de la RT, ENERGETICKÁ KONCEPCE (schválená usnesením vlády ze dne 3. ledna 2000 č. 211)

Le gouvernement de la RT, NÁVRH STÁTNÍ ENERGETICKÉ KONCEPCE (únor 2010)

Klinec, Ivan (Université Palacký à Olomouc, Université de Bratislava) les cours sur les courants économiques alternatifs (UPOL, faculté de sciences – sciences de la terre, 2007/2008).

Svozil, Břetislav (Université Masaryk à Brno) les cours sur la géographie régionale et la géopolitique de la Russie et de l'Asie centrale (UPOL, faculté de sciences – sciences de la terre, 2007/2008).

Assenza, Gaudenz (Université de Jena, Université Palacký à Olomouc) les cours sur la politique environnementale dans les pays de l'ancien bloc soviétique (UPOL, faculté de lettres – politologie, 2007/2008).

Fňukal, Miloš (Université Palacký à Olomouc) les cours sur la géographie politique du monde (UPOL, faculté de sciences – sciences de la terre, 2007/2008).

Sources internet:

Registre de commerce (Slovaquie) - <http://www.orsr.sk/>

Registre de commerce (Rep. Tchèque) - <http://www rejstrik-obchodni.cz/>

<http://www.mpo.cz/cz/energetika-a-suroviny/>

<http://www.businnesinfo.cz>

<http://www.gazprom.com>

<http://www.ihned.cz>

<http://www.idnes.cz>

<http://www.bp.com/statisticalreview>

http://www.media.rozhlas.cz/_binary/00509400.pdf

<http://www.vlada.cz/assets/ppov/nezavisla-energeticka-komise/aktuality/zpravaneK081122.pdf>

http://asianenergy.blogspot.com/2009_06_28_archive.html

<http://www.unipetrol.cz>

<http://www.petrol.cz>

<http://www.petroleum.cz>

<http://www.ceproas.cz/>

<http://www.mero.cz/>

<http://www.mnd.cz>

<http://www.eru.cz>

<http://www.world-petroleum.org/>

<http://www.energy-future.net/index.html>

<http://www.reuters.com>

<http://pipelinesinternational.com/>

<http://www.nabucco-pipeline.com/>

<http://www.finance.cz/>

http://www.nord-stream.com/en.html?no_cache=1

<http://south-stream.info/?L=1>

<http://www.wikipedia.com>

<http://www.spp.sk>

<http://www.eia.doe.gov/>

<http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Russia>

<http://www.zelenausporam.cz/>

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BP	British Petroleum
CE	Conception énergétique
CN	Centrale nucléaire
CO	Monoxyde de carbon
CO2	Dioxyde de carbon
ČSU	Český statistický úřad (bureau de statistique tchèque)
ČHMU	Český hydrometeorologický úřad (bureau hydrometeorologique tchèque)
EIA	Environmental impact assessment (Étude d'impact environnementaux)
EUROSTAT	Bureau de statistique européen
FR	Fédération russe
GIEC	Groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC)
IEA	Agence énergétique internationale (international energy agency)

NOX	Monoxydes et dioxyde d'azote
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques (OECD)
PIB	Produit intérieur brut
RT	République tchèque
SO2	Dioxyde de soufre
UE	Union européenne